

n° 727 — 4 F
du 27 JANV. au 2 FEV. 77

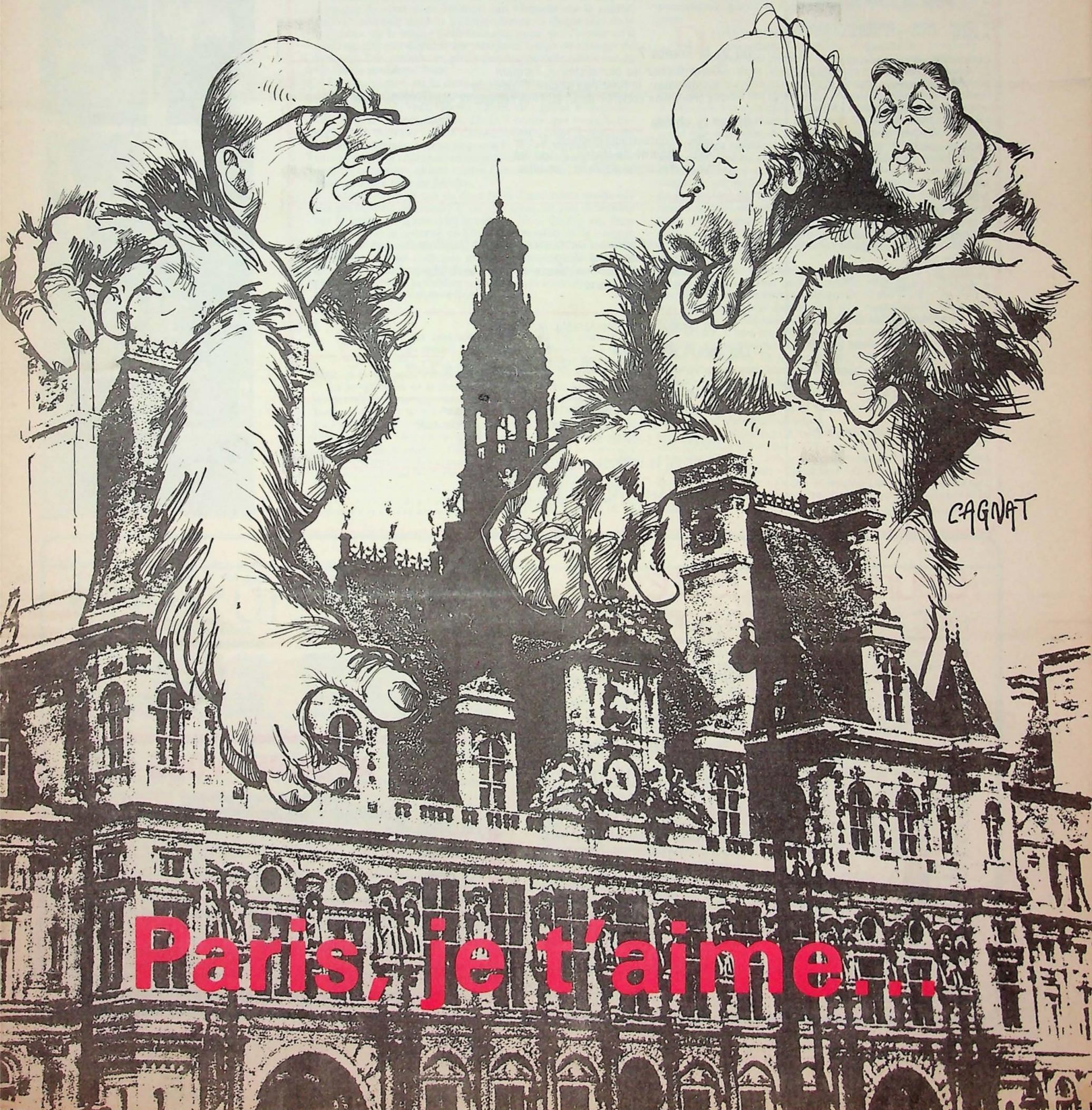
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

dossier:
Alsace



CAGNAT

Paris, je t'aime...

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

- Rubriques :
- OÙ va la France ? Léo Golberg,
 - Injustice : Michel Etienne
 - Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
 - Luttes en classes : Stéphan Lyllan
 - Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
 - Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
 - Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
 - Garde-à-vous-même : Georges Yverres
 - Les armes de la critique : Marion Lay
 - C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :
G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat -
Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G.
Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Lau-
rent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mou-
sel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M.
Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :
J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -
Mathé.

Maquette :
Max Pagis

Collaboration technique :
J.-L. Craipeau
Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :
S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout
changement d'adresse : joindre 3 F en
timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?	
Du rififi chez les pluralistes. <i>F. Turquan</i>	P. 4
Municipales : le fond de l'affaire. <i>C. Guerche</i>	P. 5
Le deuxième congrès de la LCR : ni débâcle ni dégel. <i>Cl. Deslhiat</i>	P. 6
Briser la chaîne	
Luttes : contourner l'obstacle. <i>V. Fay</i>	P. 7
CNPF : sécurité de classe. <i>Y. Sparfel</i>	P. 8
Caisse d'épargne de Paris : un bilan	P. 9
Notre dossier :	
L'Alsace	
L'Alsace : une vitrine. <i>Commission écologie Bas-Rhin</i>	P. 11
L'Alsace déménagée. <i>A. Jung</i>	P. 12
La question religieuse en Alsace. <i>R. Murer et A. Monod</i>	P. 13
L'alsacien langue morte ?	P. 14
Injustice	
Un premier pas considérable. <i>M. André</i>	P. 15
Les choses de la ville	
Le syndicalisme du cadre de vie. <i>Interview de M. Louis</i>	P. 16
Et pourtant elle tourne	
La deuxième mort de Mao Tsé-toung. <i>F. Turquan</i>	P. 17
Un mythe dangereux : la supranationalité. <i>Cl. Bourdet</i>	P. 18
Egypte : un coup de semonce. <i>O. el Moustapha</i>	P. 19
Les armes de la critique	
Pourquoi le collectif « Change » ? <i>J.-P. Faye</i>	P. 20
« Années sans suite ». <i>V. Leduc</i>	P. 21
Une Italie tachée de sang. <i>F. Gastellier</i>	P. 22



courrier des lecteurs

L'article paru dans *TS* n° 725, intitulé « sexualité, avortement, contraception 77 » et signé de G. Chamson, appelle de ma part un certain nombre de remarques.

[...] A propos des groupes femmes : d'accord pour dire, sinon qu'ils « prolifèrent », du moins qu'ils deviennent de plus en plus nombreux. Encore faudrait-il les analyser d'un peu plus près : qui regroupent-ils ? Sur quels objectifs ? Quelles luttes ?... Il faut tout de même voir qu'ils sont très divers, dans leur composition sociologique, leurs prises de positions, leurs options, et ne sont pas en dehors des courants qui traversent la gauche et l'extrême gauche [...]

A propos du planning, en tant que militante du planning, je ne peux que me réjouir d'apprendre que les groupes femmes se souviennent de son existence et souhaitent travailler avec lui. Mais la façon dont cette complémentarité est envisagée, me paraît assez discutable et me rappelle trop des pratiques que j'ai pu connaître : on

utilise le planning quand on en a besoin [...]

Par ailleurs, en tant que militante du PSU, je pense que l'analyse du planning est un peu rapide [...]; l'article semble ignorer que beaucoup de militantes et de militants du PSU militent activement au planning.

Maguy GILLET, La Rochelle ■

[...] Malgré les améliorations, le défaut essentiel de *TS*, celui qui fait qu'il est extrêmement difficile d'abonner des travailleurs même sympathisants, celui qui fait que des ex-abonnés se rebutent, cela reste le style des articles (pas tous, bien sûr) [...]

Les articles doivent être courts, le style simple et clair, les encadrés utilisés pour fournir des chiffres (ex. de l'article pétrole du n° 725) ou des renseignements sur les lieux, les organisations, les personnages cités (particulièrement en politique internationale),

A. PONCHEL, Sens ■

[...] J'aimerais des couvertures de *TS* plus militantes, moins centrées sur les flics, qui sont partout, ou sur ceux qui voudraient nous gouverner. Ainsi les n°s 713 (pouvoir d'achat sur un casque) ou 708 (nucléaire).

Sur Rouen, avec une camarade, j'essaie de faire naître le secteur lycéen. Je regrette que *TS* n'aborde pas ce sujet. Peut-être plus dans le style reportage que

dans celui de l'analyse politique que fait le parti [...].

P. SAVRY, Rouen ■

Nous nous efforçons de tenir compte de toutes vos remarques, critiques et suggestions. Nous avons commencé à répondre, personnellement, à tous ceux qui nous écrivent, cela sera désormais systématique.

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).
Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris



Un responsable breton du PSU arrêté à Nantes

Denez L'Hostis, membre de la Direction politique de la Fédération bretonne du PSU a été arrêté à Nantes le mercredi 26 janvier. La Police judiciaire a perquisitionné à son domicile avant d'emmener notre camarade pour interrogatoire. D'autres militants bretons ont été également inquiétés. La Fédération bretonne du PSU, solidaire de Denez L'Hostis et de ses camarades condamnés de telles méthodes, réclame la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et appelle les organisations démocratiques à exiger la libération des militants emprisonnés. Le Bureau national du PSU s'associe pleinement à cette protestation. ■

éditorial rendez-vous avec l'histoire

VOILA plus de deux ans que nous insistons sur la nécessité de ne pas séparer la lutte actuelle contre la politique de la bourgeoisie et la volonté de gagner sur le terrain électoral : en affirmant que si — pour des raisons dont nous ne sommes pas maîtres — le premier ébranlement sérieux du pouvoir de la droite à des chances de provenir des élections, il ne se produira que s'il traduit un rapport de forces réel, exploitant à fond les contradictions du camp adverse. « La possibilité pour la classe ouvrière et les autres couches salariées de saisir cette crise comme une opportunité historique réside dans sa capacité à passer d'une position de résistance à l'attaque capitaliste à une position d'offensive et d'alliance autour de la classe ouvrière », écrivions-nous à Amiens.

Nous sommes aujourd'hui à pied d'œuvre. Disons-le franchement : si le mouvement ouvrier se contente de vivre dans les mois qui viennent sur le capital qu'il a accumulé dans la période récente, il risque fort de le grignoter, de le laisser s'effriter assez pour que l'espoir qu'il avait suscité soit déçu. Il est tout juste temps de changer de braquet. Les problèmes posés par la nouvelle offensive de Chirac le montrent bien.

La résurrection de la droite bonapartiste sous la houlette d'un chef paranoïaque représente un danger spécifique pour la gauche ? C'est vrai. On n'a jamais rien gagné à sous-estimer ce genre de phénomène. De là à croire que toute la bataille va se dérouler contre Chirac, même devant la paralysie qui semble frapper le clan au pouvoir, il y a là un pas qu'on ne saurait franchir : car ce serait accrédi-ter le centrisme giscardien comme le recours ultime contre l'autoritarisme, et préparer ainsi un autre type de défaite.

Alors, il ne s'agit que de deux faces d'une même droite liée par ses intérêts de classe ? C'est vrai aussi. Et son unanimité sur la politique d'austérité le montre bien. Qu'il y ait, dans chaque clan, la volonté de briser l'expression de la volonté populaire est évident. Mais il s'agit quand même de deux stratégies, qui ne sont pas moins différentes sous prétexte qu'elles sont complémentaires. Et le recours aux formules du genre « la peste et le choléra », de fâcheuse mémoire, ne saurait tenir lieu de contre-offensive.

EN fait, les réactions actuelles du PS comme du PCF en restent à la surface des choses. Il y a des raisons à cela. Mais c'est bien ce qui est inquiétant, et là où nous avons à intervenir.

La progression de la gauche s'est effectuée sur la base de la constatation d'un approfondissement des contradictions de notre société, de la généralisation d'une crise s'étendant jusqu'aux appareils d'Etat et aux instances idéologiques, et de l'incapacité du bloc au pouvoir d'y répondre. Face à l'ensemble de ces phénomènes, l'idée s'est renforcée de la nécessité d'une alternative. Idée partiellement abstraite, puisque le contenu politique de cette alternative n'a jamais été totalement révélé — et donc partiellement ambiguë, les uns y voyant surtout l'avantage d'un changement des équipes, les autres l'espoir d'une mutation profonde.

ON peut discuter de la manière dont cela a joué. Mais ce qui est certain, c'est qu'on ne peut plus en rester là aujourd'hui. Parce que la droite, dont il était vain d'imaginer qu'à l'approche des échéances elle resterait passive, nous provoque de telle manière qu'on ne peut plus se nourrir de ses faiblesses. Qu'arrivera-t-il si le débat continue à se centrer sur ses propres diatribes, avec pour fond de décor un plan Barre qui, bon an mal an, réussirait à comprimer le pouvoir d'achat des masses populaires ? Ce qui se passe aujourd'hui à Paris : avec d'Ornano qui fait dans la qualité de la vie — comme si ses amis n'avaient aucune responsabilité dans sa destruction — et Chirac dans la vertu républicaine — parfaitement illustrée par les divers scandales auxquels ont été mêlés ses colistiers, pendant que la gauche coupe les sièges en quatre, imite ses adversaires pour la candidature à la mairie, mais fait preuve d'une rigueur sourcilieuse quand il s'agit de réciter le Programme commun.

DIDIÉRI Motchane a raison de dire avec le CERES que « dans l'ensemble, la gauche ne progresse pas. Elle menace de reculer [...]. Il est extraordinaire que les deux grands partis de gauche ne se parlent jamais de la manière dont ils vont exercer le pouvoir et appliquer le Programme commun ». Comment, alors, débloquer la situation ? Il n'y a qu'une seule réponse : en reprenant l'initiative, et avec hardiesse, sur l'ensemble des objectifs sur lesquels une politique de gauche est concrètement alternative aux diverses solutions que peut proposer la droite, en les articulant avec les aspirations immédiates de telle sorte qu'ils soient réellement mobilisateurs. Quels objectifs ? Ceux, précisément, sur lesquels se nouent les contradictions actuelles de la société : les transformations de structures qui répondent à la crise économique et institutionnelle, les revendications qui peuvent créer une nouvelle dynamique sociale, les choix en matière de croissance et de politique internationale qui peuvent changer la trajectoire imposée par le capitalisme mondial.

A défaut d'un semblable sursaut, il n'y aura pas de dynamique non seulement post-électorale, comme nous l'avons souvent dit, mais même pré-électorale ! Tout est là. Ceux qui ont de la lutte pour aujourd'hui une conception cohérente avec l'avenir qu'ils souhaitent, qui fondent leur action sur le rôle central d'une mobilisation populaire et unitaire, en un mot les autogestionnaires, doivent peser de tout leur poids dans la balance. Et ce poids est loin d'être secondaire, comme le montrent bien des discussions sur les programmes municipaux, dès lors qu'en s'appuyant sur la réalité de l'action de masse, leurs propositions visent son renforcement sans ignorer pour autant ce qui peut se faire, si limité cela fût-il, au niveau institutionnel.

C'est bien de cela qu'il va être question à Strasbourg. De ces objectifs, des moyens qu'ils supposent, de la mise en commun des efforts de ceux qui les poursuivent, de la manière de relancer l'unité. Dans cette situation exceptionnelle, avec ce qu'elle engage pour l'avenir, nous ne raterons pas le rendez-vous. Mais nous ne voulons pas non plus y être seuls.

Michel MOUSEL ■

humeur: le « réac » de service

La CFDT publie des communiqués et des textes emberlificotés et contournés, les syndicats de journalistes en font autant, les journaux d'extrême gauche ont la solidarité un peu lassée : autrement dit les deux journées de grève organisées par le syndicat du Livre n'ont peut-être pas tout à fait atteint les objectifs souhaités, surtout la dernière décidée vers 20 heures, une heure avant le premier bouclage des quotidiens.

Mais paraît que de râler c'est faire le jeu du patronat de presse et de la réaction, paraît qu'il ne faut pas s'opposer à la juste revendication des travailleurs du Livre.

Alors soyons réac, parce qu'il y en a ras le bol de couvrir n'importe quoi pour des raisons de solidarité.

D'abord, les ouvriers du Livre — et quand je dis les ouvriers j'extrapole : les despotes de leur syndicat — ont décidé ces deux grèves, comme les précédentes, sans juger utile de demander l'avis des autres travailleurs de la presse, sans juger nécessaire de prévenir les autres syndicats ni même de répondre à leurs lettres.

Libération, Rouge, Politique-Hebdo, Le Quotidien de Paris, TS, Le Monde et quelques autres ne sont quand même pas suspects d'être les « ennemis » du Syndicat du Livre... Mais ils ne veulent pas crever parce que les gens du Livre n'ont pas d'imagination, parce qu'ils défendent mal une bonne cause, parce que la seule façon qu'ils ont trouvée de se battre contre le *Parisien Libéré* est de le laisser seul en place dans tous les kiosques de France et de Navarre.

Alors, moi, journaliste, je dis que j'en ai marre de ces conneries. Je ne marchande pas ma solidarité, je fais grève le jour où les flics virent les gens du Livre de l'imprimerie du *Parisien Libéré*, mais je ne peux pas admettre

que l'on fasse crever les quelques journaux libres qui restent parce que le Livre a choisi de rester dans son splendide isolement. Surtout quand je sais que ce Livre ne se gêne pas, à *Paris-Normandie*, à *France-Soir* pour négocier avec Hersant sur le dos des journalistes. « *Nous, on fait pas de politique, Monsieur Hersant.* » Ben Voyons !

Pour ce genre de syndicalisme, qui n'est d'ailleurs pas l'expression de la base, il y a les Etats-Unis.

Quand on a froidement laissé tomber les gens de *France-Soir* après trois jours de grève, quand on a saboté il y a quelques années la grève de *Paris-Normandie*, quand on a refusé de sortir un *Paris-Jour* sauvage avec les journalistes et les employés en grève, quand on a écourté la grève de *Sud-Ouest*, quand on a été indifférent à la grève récente de *Ouest-France*, quand on s'oppose à la constitution d'un syndicat CFDT dans les imprimeries de presse, quand on voit des gauchistes partout, on ne demande pas la solidarité — sans discussion — des autres travailleurs de la presse pour faire n'importe quoi.

Non, et non : on ne peut plus accepter cette « dictature » ! D'autant plus que tout ce que le Livre va gagner à rester en tête du championnat de France de l'irresponsabilité, c'est d'en prendre plein la gueule à la sortie, c'est peut-être de voir quelques journaux, et donc du boulot, disparaître.

Restera le *Parisien Libéré* dont les dirigeants hilares tirent un million d'exemplaires et font leur compte de la pub gratuite à chaque fois que la grève est déclenchée.

Voilà, c'est dit. Fallait bien que quelqu'un se devoue.

C.M. VADROT ■

où va la France ?

du rififi chez les pluralistes

Ça tiraille et ça ferraille sec dans les coins, du côté de la majorité. Au premier abord, tout n'est pas clair : dans la belle représentation théâtrale des Trois Mousquetaires qui nous est jouée, on ne distingue pas très bien les Trois Mousquetaires des Gardes du Cardinal, on ne sait pas si Chirac joue le rôle de d'Artagnan ou celui de Rochefort, et si Milady c'est Marie-France Garaud ou Françoise Giroud !

En tout cas, tout cela est pluraliste en diable ! On ne voyait plus très nettement, depuis la création du RPR, ce que la majorité avait de présidentiel ; en revanche, son caractère pluraliste est aujourd'hui évident...

L'agitation extrême qui y règne tient à l'enjeu stratégique de la bataille pour Paris. La décision d'en assurer la direction qu'a prise Chirac correspond, non pas à un goût immodéré pour le coup de théâtre, mais à un raisonnement extrêmement solide.

D'abord, la candidature de Michel d'Ornano était doublement inacceptable pour le RPR, par la manière dont elle avait été définie et annoncée, par les risques d'échec qu'elle faisait courir à la majorité sur Paris. On a beaucoup insisté sur le premier point. Le second est également important. Qui pouvait croire que ce politicien mondain, parfumeur de son état, ce mollesque des plages, égaré sur les berges de la Seine, représentait le meilleur candidat pour la droite ? Les incroyables maladroites tactiques commises par la camarilla poniatowskienne qui prétendait ravaler le RPR, plus quelques notables aussi inclassables qu'inamovibles au rang de faire valoir, ont permis de justifier

le refus de cette candidature jugée à la fois intolérable et suicidaire.

confirmer le redressement

Deuxièmement, une victoire du RPR sur Paris masquerait en partie les échecs subis ailleurs par ce parti, à l'occasion des prochaines municipales. Grâce à Chirac, le courant gaulliste a repris la première place dans la majorité, mais uniquement, pour l'instant, en termes d'affirmation et de présence politiques. Il lui faut concrètement confirmer sur le terrain électoral, au niveau national, ce redressement. Or, on sait que l'implantation locale, municipale notamment, a toujours été le point faible du gaullisme. Emiettée en différents groupes ou actions à la fois proches et rivaux, la droite classique (RI, centristes, modérés divers) est un courant national plus faible que le courant gaulliste. En revanche, elle dispose de davantage de bastions locaux traditionnels et solides que ce dernier, qui a dû batailler durement pour conquérir des positions locales, aux dépens de la gauche notamment, et souvent avec de faibles écarts. On peut prévoir qu'aux élections municipales, le RPR, tout en restant le premier parti de droite, perdra bon nombre de ces positions. Un coup d'éclat à Paris compenserait ces pertes.

Troisièmement, la conquête du poste de maire de Paris par Chirac, lui conférerait une autorité politique incontestable. Chef du premier parti de la majorité, premier maire de France, il pourrait ajouter à son image d'homme politique celle du gestionnaire (image qu'il a en partie perdue en quittant les fonctions de Premier ministre). Juxtaposition fort utile pour apparaître comme autre chose qu'un pur politicien et contrebalancer le poids qui pourrait acquiescer ou qu'on pourrait donner (en le dopant un peu) à Barre.

Quatrièmement, en se présentant à Paris, Chirac a mis fin aux petits jeux variés, et inquiétants pour lui, auxquels se livrait avec Giscard et consorts les barons gaullistes ralliés à contrecœur (Guichard, Debré, Frey) ou hostiles (Chaban). En coupant court à toute manœuvre de compromis, il a réaffirmé son autorité abso-

lue sur le RPR. Cette opération peut lui permettre, en outre, de ridiculiser les Républicains indépendants, dont l'état-major (d'Ornano, Dominati, Chinaud) est en quasi-totalité engagé dans la bataille sur Paris...

Enfin, et peut-être surtout, la candidature de Chirac lui permet de donner une application concrète à sa stratégie et à ses thèmes de campagne.

au-dessus de la mêlée

Chirac reprend les vieux thèmes du chaos, ou plutôt de l'irréversible marche vers le « collectivism » (et le « totalitarisme ») que marquerait une victoire de la gauche en 1978. Il s'agit là, d'une part, d'un thème de propagande destiné à ressaisir un électoral flottant et inquiet, et à le canaliser (ce que le RPR est le plus à même de faire), et, d'autre part, d'un moyen de bloquer une solution de compromis entre une fraction de l'actuelle majorité et une partie de la gauche. Au moment où Giscard se place de plus en plus au-dessus de la mêlée — bonne position pour pactiser avec la gauche non communiste — Chirac réaffirme de façon menaçante que la victoire de la gauche, en 1978, créera une situation de crise, c'est-à-dire en fait que la droite *devra provoquer cette crise*, par les moyens légaux (dissolution de l'Assemblée, par exemple) ou même moins légaux (« pour moi, la légitimité dépasse même la légalité »). Autrement dit, Giscard devra appliquer ce schéma ou se démettre, en laissant le champ libre à Chirac et au brutal affrontement de classes qu'il prépare.

Par sa politique des faits accomplis, Chirac tente d'enfermer la majorité

dans une stratégie définie et conduite par lui. Il vise à créer (on me pardonnera cette image), une situation de « double pouvoir » au sein de la droite, avec un gouvernement chargé des problèmes d'administration (voilà Barre rétrogradé du rang de généralissime à celui d'intendant en chef) et une direction politique extra-gouvernementale assurée par le courant le plus important de la majorité.

Sa grande force est que cette politique, qui lui permet de mener une campagne électorale permanente en s'affranchissant des contraintes de l'action gouvernementale, est la seule que puisse ouvertement mener la droite : on ne peut pas aller à la bataille en disant que son issue probable sera la défaite et la recherche de la collaboration avec l'ennemi... Elle bénéficie aussi de la faiblesse des autres partis de la majorité et des erreurs accumulées dans tous les domaines par leurs leaders, quelque peu démonétisés par les temps qui courent...

Mais cette politique ne survivrait pas à un échec, c'est-à-dire à un succès de la gauche à Paris, où même à une courte victoire de la droite n'assurerait pas au RPR l'hégémonie au conseil municipal. Cet échec est parfaitement concevable. Toutes les forces socialistes et anticapitalistes doivent répondre au défi de Chirac, mesurer la gravité de la menace qu'il représente pour le mouvement ouvrier. A cet égard certains silences, certains attermoissements sont inquiétants : ils doivent cesser, au plus vite, et laisser place à l'action.

François TURQUAN ■

dépôt de bilan

C'est fait : comme on le craignait, la société anonyme (ou n'était-ce pas plutôt une société à responsabilité limitée ?) « Majorité présidentielle » vient de cesser son activité. Cette triste fin vient clore une longue agonie marquée par une baisse constante de sa cotation bancaire et le conflit né entre certains des principaux actionnaires.

Nous rappellerons simplement qu'après en avoir pris le contrôle en 1974, le holding VGE (regroupant entre autres la banque Pognat, la Cie Lecaniaise des dentifrices, la Société deauvillaise des cosmétiques et mollesques marins et la Société des express lorrains) s'était vu opposer depuis plusieurs mois une vive résistance de l'ancien propriétaire, toujours détenteur de parts importantes, la Cie des ravalements et peintures réunies, qui contrôle toujours, on le sait, la CDR (Cie des raffinés), la Bip-Bip (l'ancienne Société des atomes contondants) et différents groupes immobiliers. On se souvient que ce désaccord portait notamment sur la concurrence ou l'entente avec la grande firme rivale, l'UDLG, dont le projet de plan comptable a été qualifié de « programme vulgaire » par M. Jacques Château, président de la Cie des RPR et ancien directeur de la « Majorité présidentielle SA ».

Le conflit n'avait fait que s'envenimer autour de la nomination à la pré-

sidence du conseil d'administration de la Cie du fromage de Paris. M. G.-E. Vally, P-DG de la « majorité présidentielle SA » a annoncé néanmoins la création d'une nouvelle société, « Majorité pluraliste SA » dont on ne sait encore qui en assurera la présidence. On parle à ce sujet, dans les milieux bien informés, de M. Raymond Bambou, dernier directeur de la MP SA. Après cette annonce, M. Vally est parti faire un pèlerinage à La Mecque. Mais bien des doutes subsistent encore, en particulier quant à la répartition des actions de la nouvelle société. On craint une compression de personnel d'ici 1978 pour de nombreux employés de la MP SA. Cette menace, venant après le tragique accident du travail dont a été victime l'un d'entre-eux, M. Jean Debreuil, fait régner une atmosphère de morosité au siège social de l'ancienne société, Palais-Bourbon.

(Extrait de *Le Capital illustré*, hebdomadaire financier, 21 janvier 1977) ■



municipales

le fond de l'affaire

La grande presse, toute aux ébats entre Chirac et le reste de la majorité, réduit la composition des listes de gauche à une affaire d'équilibre entre les représentants des diverses formations. Il faut dire que dans les déclarations issues des remous de leurs instances nationales, tant le PS que le PCF, prêtant le flanc à cette présentation réduite des choses. Pour ce qui nous concerne, nous voyons les choses autrement.

Si tu m'en donnes quinze, j'accepterai que tu sois quatorze. Si tu acceptes que le maire sortant soit tête de liste, j'accepterai que l'on ne tienne pas compte de mon dernier succès aux cantonales. Si tu acceptes...

La discussion qui tourne autour des exigences en sièges des uns et des autres a son poids et son importance. Encore faut-il qu'elle n'occupe pas tout le devant de la scène, et qu'elle ne voile pas les débats en cours, tout aussi sérieux et porteurs, sans aucun doute, de beaucoup plus d'espoirs.

Nous n'avons pas ici le fétichisme des textes. Mais il n'est pas indifférent de constater que pour ces élections municipales, tant le PCF que le PS, ou nous-mêmes, avons élaboré des textes de référence, sur la base desquels sont en train d'être bâtis les textes de contrats communaux qui engagent devant la population les différents partenaires de la liste de gauche.

Nous avons pu constater que dans nombre d'endroits, le texte ou les idées qu'il contient, de notre *Charte communale*, ont non seulement été pris en compte, mais colorent largement les travaux de préparation du contrat municipal.

des exemples probants

A Vouziers, il a été prévu la création d'un office tripartite chargé de gérer les affaires socio-culturelles (on prévoit que 5 % du budget sera consacré à ce secteur, et que les crédits seront gérés par un office constitué d'un tiers de conseillers municipaux, un tiers de dirigeants d'organisations et un tiers d'utilisateurs).

A La Roche-sur-Yon, des commissions de travail ont été créées, regroupant deux à trois membres des trois composantes : PS, PCF et courant autogestionnaire. Ces commissions concernent :

- la démocratie communale ;
- le cadre de vie ;
- l'emploi, les services public et de commerce ;
- la gestion communale ;
- la réforme des institutions et tutelle ;
- la qualité de la vie, l'éducation, la culture et les sports.

Une Assemblée générale de ces commissions se tient ce week-end et

devrait aboutir à la rédaction du Contrat municipal. Chacune des composantes de la liste mènera, bien entendu, une campagne solidaire sur ce contrat, mais manifestera en même temps son autonomie sur différents problèmes.

Même procédure de commissions à Saint-Etienne. Enfin, à Bourg-en-Bresse, les grandes lignes de force qui président à l'élaboration du

contrat, doivent permettre une très large participation de la population au travers de commissions extra-municipales, à la définition d'une politique locale au service des travailleurs.

Ces exemples pris parmi beaucoup d'autres montrent bien que, sans tomber dans le « municipalisme » justement dénoncé dans notre *Charte*, on peut avancer sérieusement dans la transformation de l'institution municipale pour mieux l'adapter aux besoins populaires.

prendre l'initiative

Ces résultats n'ont pu être obtenus que dans la mesure où nos camarades ont su agir sans sectarisme aucun, mais avec le souci majeur de débattre les problèmes au fond.

Dans nombre de villes, où les discussions durent encore, il est évident que si nous savons faire preuve d'audace et d'imagination, si nous savons travailler avec des forces (associations, syndicats...) qui se réclament du socialisme autogestionnaire, nous pouvons obtenir des résultats de même ordre.

Cela est d'autant plus indispensable que la bataille pour les municipi-

pales devient chaque jour plus politique, et sera l'occasion d'un grand affrontement.

On peut être tenté de compter ses forces à chacune des échéances électorales. Là où les exclusives ont joué contre nous, comme à Toulouse, Lyon et bien d'autres endroits, nous en tirerons toutes les conclusions nécessaires.

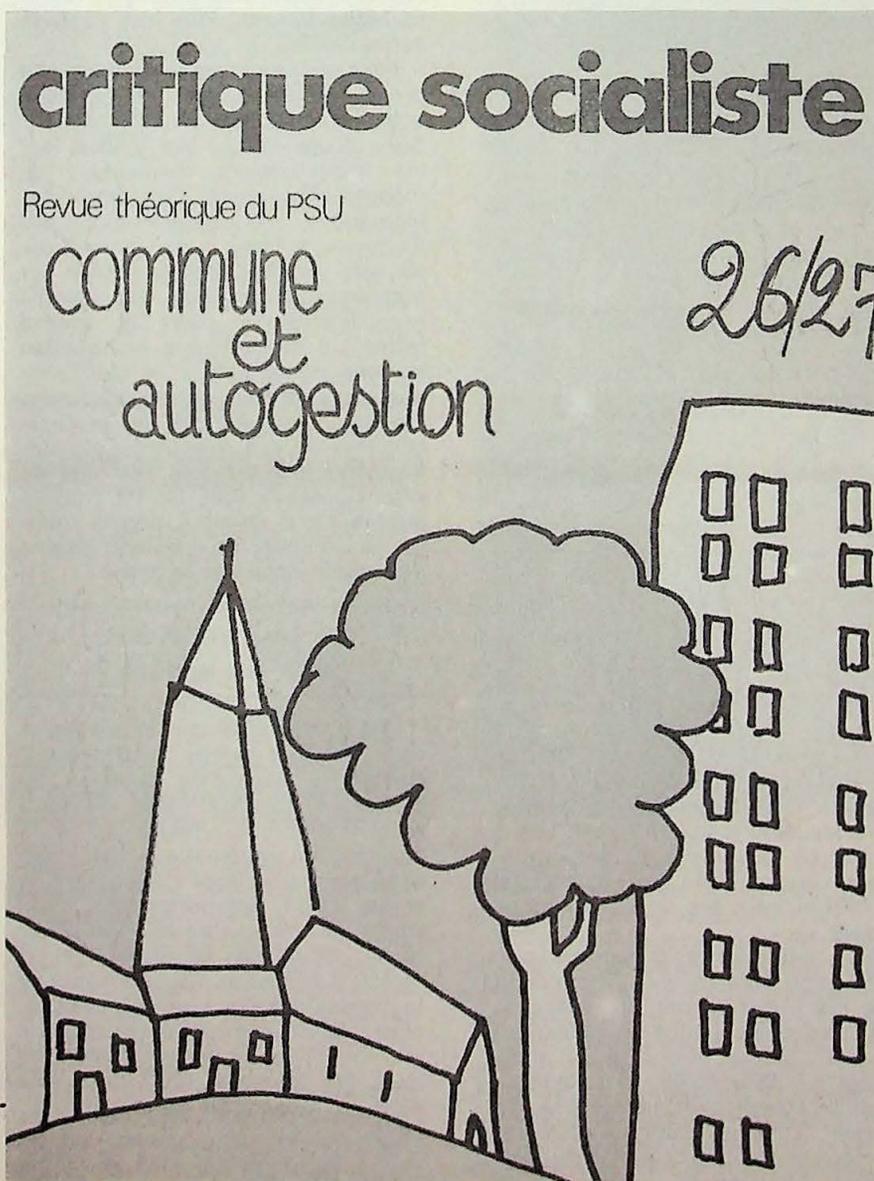
Mais dès le Conseil national de Joinville, nous avons montré que pour le PSU il était indispensable d'intervenir dans la bataille, avec le souci majeur de renforcer et d'élargir l'Unité populaire.

Les résultats, à l'heure où nous écrivons, sont-ils suffisants ? Nous ne le pensons pas. Mais ils sont révélateurs des possibilités qui s'ouvrent à nous.

Il appartiendra au congrès de faire un premier bilan. Il appartiendra à tout le parti de marquer avec force sa ténacité dans la recherche du développement et du courant socialiste autogestionnaire et de l'Unité populaire.

Voie riche, qui n'est pas sans difficultés. Mais la seule qui nous soit ouverte.

Christian GUERCHE ■



CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU est à l'heure de la commune et de l'autogestion : un document essentiel !

Au sommaire :

- « Histoire politique de l'institution communale », par François Dalbert et Jacques Sallois.
 - « Que faire à Paris, que faire de Paris ? », par Claude Bourdet.
 - « Louviers sur la route de l'autogestion ? » (Bonnes feuilles).
 - « Les contraintes financières imposées aux communes », par Victor Aladeu.
 - « Femme exclue, femme alibi », par Huguette Bouchardeau.
 - « Les commissions de Moradours », par Bernard Ravenel.
 - « Les problèmes municipaux vus par des élus PSU » : de Morlaix (Roger Prat et Michel Morzin), de Saint-Brieuc (Jacques Gallaup), de Coupvray (Bernard Castagner).
 - « Le budget communal » : quelques renseignements précieux, par Bernard Castagner.
 - « La ville et l'état capitaliste, gestion de l'espace », par François Desmoulin.
 - « Les propositions du PSU ».
- Critique socialiste, octobre, novembre, décembre 1976, 160 p., 20 F ; en vente aux Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, CCP Paris 19 706 28 ; abonnement : 6 numéros, 50 F.

le deuxième congrès de la LCR : ni débâcle ni dégel

Le deuxième congrès de la Ligue communiste révolutionnaire s'ouvre jeudi prochain, 27 janvier. Congrès dont l'issue est indécise. Congrès introverti aussi, centré sur les difficultés internes de l'organisation. Car la Ligue est en crise. Crise liée à la conjoncture politique générale certes : l'attraction qu'exerce l'union de la gauche sur les travailleurs défavorise l'extrême gauche quelle qu'elle soit. Mais il ne s'agit pas de cela seulement. La LCR semble bien traverser une crise à travers laquelle sont mis en cause le type même d'organisation qu'elle incarne, le mode d'insertion de ses militants dans les organisations de masse, l'orientation politique qu'elle défend. Pour comprendre ce qui se passe à la LCR, essayons de retracer brièvement — en schématisant beaucoup — les positions en présence au sein de la Ligue. Le débat préparatoire au congrès a, en effet, dégagé trois ou quatre tendances principales (auxquelles s'ajoute une cinquième tendance décidée à amender les textes présentés), selon que l'on comptabilise ou non les « groupes de travail », qui se sont organisés et coordonnés pour refuser, justement, la logique des tendances.

La tendance A, renforcée par une tendance C aujourd'hui défunte, privilégie le débat sur l'orientation politique de la LCR. Le problème fondamental à ses yeux ? C'est la montée du réformisme, la capacité de l'union de la gauche — analysée comme un « front populaire » de type 1936 — à capter l'intérêt des travailleurs donc à les enfermer dans une ligne de collaboration de classe dont l'alliance avec les radicaux de gauche est l'aveu le plus clair. On met donc l'accent sur la nécessité d'amener les travailleurs à rompre avec les illusions réformistes. On désigne à la vindicte des masses ces radicaux de gauche dont la nature bourgeoise ne saurait échapper à la sagacité des travailleurs. On est fort réservé à l'égard des formations dites « centristes » (dont le PSU) qui capitulent lâchement devant les réformistes ; et on leur préfère ces alliés, naturels puisque trotskystes, que sont *Lutte ouvrière* et, pour certains, l'OCI-AJS. On critique enfin âprement « l'opportunisme » de l'actuelle direction de la Ligue, trop prompte dans le passé immédiat, à faire mousser « l'avant-garde large », à proposer des fusions hâtives et sans principe aux centristes du PSU, et à expliquer la crise par des bavures organisationnelles, fort réelles sans doute, mais non pas déterminantes.

retour aux sources prolétariennes

La tendance B, assez mince semble-t-il, remet en cause la nature de classe de la LCR : n'a-t-on pas, jusqu'à maintenant, abusivement privilégié les couches d'une petite bourgeoisie en crise (étudiants, enseignants, cadres moyens,

employés...), au détriment d'une indispensable mutation ouvrière ? La Ligue n'a-t-elle pas déployé trop d'efforts opportunistes à s'adapter aux problèmes et aux rythmes de ces couches sociales dont on a surestimé, après mai 1968, le potentiel révolutionnaire ? Revenir aux sources prolétariennes, assurer patiemment l'indépendance de la classe ouvrière en se gardant d'entretenir les illusions des travailleurs sur ce que pourront faire les partis communiste et socialiste, telles sont les tâches que la tendance B assigne aujourd'hui à la LCR.

Mea culpa collectif

La tendance D, qui représente, grosso modo, l'actuelle direction de la Ligue, a d'abord mis l'accent sur les défaillances internes de l'organisation : « activisme », « triomphalisme », « mandarinat », « dirigisme paternaliste » des cadres, « réunio-nite », « cynisme », « vedettariat », tels sont les maux d'un passé qu'on est décidé à liquider. Une bonne partie du congrès sera donc consacrée à la rediscussion de la théorie léniniste de l'organisation ; on préserve, il est vrai, le « centralisme démocratique » sans lequel « l'orga » irait à vau-l'eau ; et l'on ne touche pas au fonctionnement « en fraction » des militants de la LCR au sein des organisations de masse.

Sur ce dernier point pourtant, une innovation intéressante : on admet que ces organisations de masse ne sont pas régies par les lois inflexibles du centralisme démocratique, mais plutôt par les règles, plus souples, d'un « centralisme fédéraliste » qui permet à divers courants politiques de coexister en paix sinon sans polémique. En d'autres termes, on ne

pêchera plus à la ligne, dans les syndicats ou les comités, les individus « radicalisés », c'est-à-dire convaincus de la justesse des positions trotskystes ; on ne « clarifiera » plus à coup d'exclusives et d'excommunications ; on s'efforcera même de préserver le caractère unitaire de ces organisations de masse, en dépit de leurs tristes confusions. Ne rions pas : l'évolution de la LCR, sur ce terrain, n'est pas négligeable. Dommage que les problèmes du « travail de masse » ne soient pas vraiment à l'ordre du jour de ce prochain congrès !

Front populaire ? Non

Sans escamoter le débat sur la situation politique générale, la tendance D semble s'être surtout attachée, sur ce terrain, à rectifier les erreurs d'analyse de la TA. Refusant de caractériser l'union de la gauche comme un front populaire de type 1936, soulignant que cette union s'est faite sur la masse des programmes — certes réformistes, mais non pas bourgeois — du PCF et du PS, elle ne fait pas du « vidage » des radicaux de gauche des listes municipales aujourd'hui, d'un éventuel gouvernement de gauche demain, un test d'honorabilité révolutionnaire : la tendance D n'hésitera pas à « interpellier » les réformistes, y compris quand ils réchaufferont, dans leur giron, le serpent MRG.

Mais quel est, plus largement, son projet politique dans la période actuelle de montée du réformisme ? Sans doute entend-elle insister sur les revendications immédiates du mouvement ouvrier. Mais cette problématique ne risque-t-elle pas d'amener la Ligue à une surenchère de type syndical, impuissante à lier problèmes du pouvoir et objectifs revendicatifs, à court et moyen terme ? Il est vrai que la direction actuelle de la LCR a le mérite de mieux prendre en compte désormais l'insertion sociale et la pratique concrète de ses militants. Cela suffira-t-il à donner à la politique de « front unique » avec les réformistes que la Ligue entend, depuis longtemps, mener, un contenu moins incantatoire que par le passé ?

un pas en avant, deux en arrière ?

Quant aux alliances à privilégier vers l'extrême gauche, la tendance D corrige le cap. Plus question de construire, tout de suite, « le parti révolutionnaire ». L'heure est à la construction systématique d'un « pôle révolutionnaire large » dépassant le cercle étroit des formations d'extrême gauche existantes. Faut-il voir là un certain pas en avant ? Ou se méfier d'un discours qui substitue au regroupement des « franges radicalisées » du mouvement ouvrier quelque peu mythifiées le rassemblement de tous les groupes révolutionnaires dans un front encore assez peu crédible ?

Plus question non plus de fusion avec le PSU. Même si celui-ci se voit

reconnaître une place spécifique dans le processus de recomposition du mouvement ouvrier, la tendance D rééquilibre les alliances en direction de *Lutte ouvrière* et de l'OCT. Le récent accord conclu par le LCR avec ces deux organisations est-il vraiment riche de perspectives historiques exaltantes ? On peut en douter et se demander si, les municipales passées, cette triple alliance ne représentera pas plutôt... deux pas en arrière par rapport aux débats antérieurs de la LCR.

les « groupes de travail » : en outsiders

Insolites, turbulents, hérétiques, les « groupes de travail », insolemment surgis en marge des tendances et contre ces tendances, sont-ils le ferment de révisions déchirantes à la LCR ? Ou seront-ils tout bonnement digérés par un courant majoritaire rompu aux rites des congrès, attentif aux fièvres qui saisissent parfois le corps de l'organisation, vaincu enfin de la nécessité d'évoluer et de corriger les tares les plus criantes du fonctionnement actuel de la LCR ?

Une chose est certaine : leur hétérogénéité politique les rend vulnérables. Certains groupes se sont constitués sur la base d'une critique sévère des orientations politiques de la Ligue, entre le premier et le second congrès. D'autres contestent les références léninistes de l'organisation ou la valeur de la IV^e Internationale. Quelques-uns se réclament de l'autogestion. Beaucoup fustigent les perversions du militantisme « ligueur » : trop de contradictions entre vie militante et vie privée, entre référence autogestionnaire et sectarisme quotidien, entre prétentions démocratiques et sclérose bureaucratique réelle... Et la révolte des « copines », qui prétendaient constituer un groupe de travail non mixte, prend des allures d'insurrection : les militantes de la Ligue se sentent, se disent — et sont ? — « opprimées » dans et par l'organisation.

« Libé » voit dans toute cette effervescence le signe tangible de la « débâcle » actuelle de la Ligue, le signe précurseur aussi d'un « dégel » prometteur. Mais la direction de la Ligue ne nous paraît pas si démunie face à une crise dont elle reconnaît l'ampleur et à laquelle elle propose des remèdes organisationnels, insuffisants peut-être, mais non pas aberrants. Quant au dégel, il passe nous semble-t-il par une révision fondamentale de la conception des relations parti/masses traditionnellement défendue à la Ligue — révision à laquelle, en dépit de certains assouplissements diplomatiques, elle ne semble pas prête à procéder.

Claude DESLHIAT ■

TS attendait, pour la passer dans ce numéro-ci, une interview d'Alain Krivine. Rien ne nous est parvenu.

briser la chaîne

luttons : contourner l'obstacle

L'offensive gouvernementale et patronale bat son plein. Pour empêcher les hausses des salaires, Barre menace de sanctions les patrons trop « libéraux ». Pour contenir l'influence de la gauche, Giscard veut chasser la politique des usines. Pour briser les mouvements revendicatifs, Beullac favorise les licenciements et autorise le renvoi des délégués ouvriers.

A cette offensive tous azimuts, la riposte ouvrière tarde à venir. Les échecs récents des grèves de longue durée font reculer devant l'épreuve. Les dirigeants syndicaux ont dû reconnaître qu'il fallait contourner l'obstacle et éviter des actions à issue incertaine. Dans le secteur privé, où l'emploi est le plus menacé, les travailleurs se battent le dos au mur, en cas d'aggravation des conditions de travail, de dépôt de bilan ou de fermeture de l'usine. Pour éviter un conflit généralisé on applique la méthode des grèves tournantes.

C'est dans le secteur public et nationalisé où l'emploi est plus stable, que s'engage la lutte contre le blocage des salaires. Dans l'immédiat, des arrêts de travail de durée limitée ont été décidés. Ils perturbent certes la production mais ne portent pas atteinte au fonctionnement de l'économie et de l'administration. On n'ose pas lancer simultanément des grèves de longue durée dans les services publics par crainte d'indisposer les usagers et on y a recours successivement. Ce sont plutôt des démonstrations de force que des épreuves de force des manœuvres plus en vue de la bataille électorale à venir, qu'en vue des résultats immédiats.

surmonter la division

Le caractère restreint de ces mouvements facilite l'accord entre les différents syndicats, y compris les plus réformistes, à condition qu'un certain seuil revendicatif ne soit pas franchi. Pour réaliser cette large unité d'action, les responsables syndicaux se contentent de préserver le statu quo, de mettre sur le même plan les intérêts des cadres et des manœuvres, de maintenir les formes d'action qui se heurtent à l'intransigeance du patronat et de l'Etat.

En présence de cet obstacle, il importe de se demander si les actions revendicatives ne devraient pas être orientées vers d'autres objectifs que la hausse des salaires. La défense du niveau de vie peut s'exprimer tout d'abord par celle de l'emploi. Le nombre de chômeurs, qui dépasse le million, freine la combativité des travailleurs occupés. Or, de nouveaux licenciements sont annoncés par le patronat soutenu par le gouvernement.

La rupture de tout lien entre les chômeurs et leur ancienne entreprise

crée le danger de division ; elle risque de jeter certains d'entre eux, désespérés et désespérés, dans les bras de l'extrême droite. La formation des comités unifiés des chômeurs, liés aux comités d'entreprise de leur localité permettrait d'écartier ce danger.

Pour surmonter cette division, outre la lutte parallèle pour la défense des salaires et les indemnités de chômage, la revendication unifiante est l'avancement de l'âge de la retraite et, surtout, la diminution du temps de travail. Il faut s'opposer non seulement à tout nouveau licenciement, en répartissant le quantum de travail disponible entre l'ensemble du personnel, mais imposer l'embauche de chômeurs à la suite de la suppression du travail posté, des trois huit, etc., s'opposant à toute autre forme d'intensification du travail, et par la création d'emplois dans les services publics, tels que la santé, l'enseignement, les postes, les transports.

Pour préserver le pouvoir d'achat des masses, outre le moratoire des paiements pour les chômeurs, deux objectifs doivent être avancés : d'une part, la lutte contre la hausse des loyers et des charges locatives, des tarifs des transports en commun et des impôts directs, la lutte pouvant aller jusqu'à l'autoréduction et le refus de paiement ; d'autre part, la lutte contre les saisies, les ventes forcées, les expulsions des locataires, débiteurs et contribuables défaillants.

Des actions de ce genre permettent de mobiliser et d'entraîner des travailleurs non politisés, sans que soit mise en question la sécurité de leur emploi. Il est plus facile de livrer de telles actions que d'affronter le patronat et l'Etat sur le terrain des salaires, où toute concession est actuellement difficile à obtenir.

faire sauter le verrou

Un autre terrain de lutte à occuper est celui des prix. Pour obtenir la prise en considération, outre l'indice officiel, ceux des organisations syndicales et familiales ce qui permettrait de faire sauter le verrou de 6,5% arbitrairement fixé par Barre, et ne correspondant pas à la véritable hausse des prix.

Pour imposer le blocage des prix dans les cantines d'usines et d'écoles, les restaurants communautaires, etc, ainsi que le contrôle des prix de détail et des marges par l'ac-

tion coordonnée des organisations de petits commerçants, des exploitants agricoles, des coopératives de consommation, des syndicats ouvriers et des associations familiales.

Il importe de commencer modestement par des initiatives locales entraînant différentes catégories de consommateurs et usagers. Des actions aussi diversifiées et dispersées au départ seront plus difficiles à briser. Contourner l'obstacle du blocage des salaires en imposant le blocage des charges de toutes sortes qui

qui permet de préserver, pour l'essentiel, leur droit aux soins.

Reste la lutte contre les accidents du travail, qui, grâce aux décisions courageuses des membres du Syndicat de la magistrature, a trouvé un large écho. Sensibiliser le public aux pertes immenses humaines et matérielles, qu'occasionnent chaque année les accidents du travail, y compris ceux du parcours, est devenu une tâche urgente.

Ces différents terrains d'action doivent permettre aux organisations ouvrières de s'engager avec le sou-

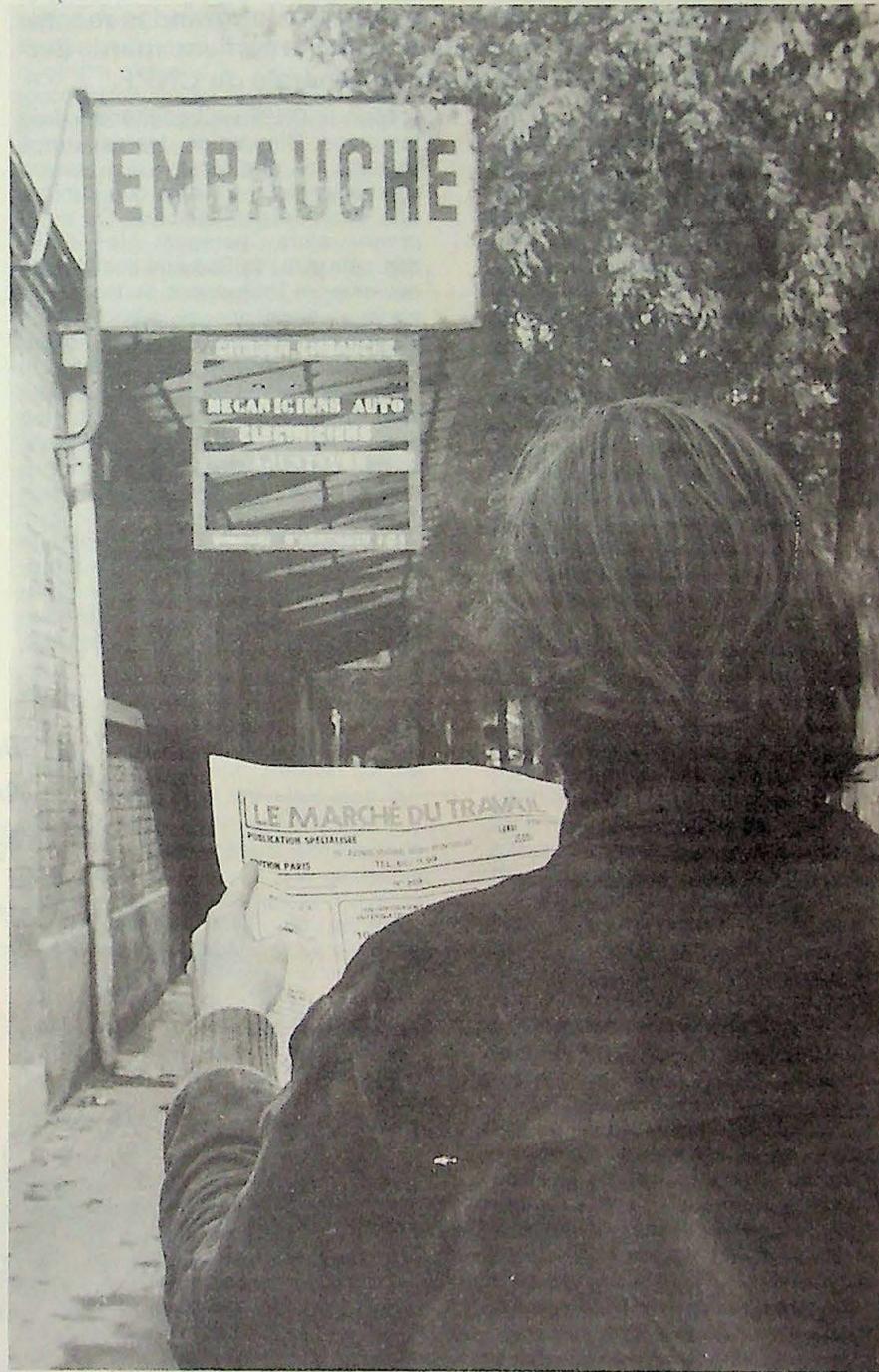


Photo Lebrun

accablent les travailleurs pourrait servir de point de départ pour des actions de plus grande envergure.

En outre, la défense de la Sécurité sociale devient d'une actualité brûlante. Sous prétexte de l'assainir, le patronat propose d'en fiscaliser les recettes, autrement dit de l'étatiser, afin de diminuer ses charges. Or, il s'agit pour les travailleurs de protéger leur santé et leur vie. C'est pourquoi, doit être engagée l'action pour empêcher toute atteinte à une institution, certes défectueuse et mal gérée, mais

tien d'une grande partie de la population. Pour les coordonner, des comités locaux pourraient se former au fur et à mesure du développement des luttes, qui doivent être modulées en fonction de leur étendue et de leur intensité. L'extension et la coordination de ces différentes formes de lutte permettraient d'instaurer progressivement le contrôle ouvrier et populaire aussi bien à l'usine que sur le plan local.

Victor FAY ■

CNPF : sécurité de classe

Faire de nouveaux pas en avant vers le « libéralisme » et un système capitaliste plus concurrentiel, donc adapté à la nouvelle division internationale du travail, tels ont été les grandes recommandations des patrons français au gouvernement mardi dernier. Se tenait ce jour-là l'assemblée générale du CNPF.

Ces déclarations d'intentions ne sont pas nouvelles depuis qu'a été scellée l'idylle entre la politique de Barre et celle du CNPF. Mais le CNPF, en plus du blocage des salaires, réclame d'autres cadeaux de mariage : des crédits pour l'investissement tout d'abord. Sous forme de rentes. Pour le voyage de noces en 1977, vers les jours meilleurs de l'investissement, les patrons demandent à l'Etat 25 milliards de crédit au taux de 6,5 %. Belle dot pour pouvoir continuer l'équipement du ménage.

Entendez par là, la restructuration de l'économie française, notamment le bradage, l'abandon de secteurs entiers, la chute de l'emploi, le contrôle des multinationales. Mais le mariage n'a pas eu lieu sous le régime de la communauté puisque le CNPF demande clairement que tous ces cadeaux soient à son usage exclusif. Il faudrait, demande Ceyrac, alléger la tutelle tatillonne de l'administration sur les entreprises. Comme quoi l'Etat c'est Barre, pas son administration (notamment les contrôleurs des finances).

une vieille rengaine

Là où l'allègement maximal est demandé, c'est au travers d'une réforme de la Sécurité sociale. Etrange doctrine que celle de Chotard, vice-président du CNPF, auteur du rapport. Pas nouvelle au demeurant, puisque en 1965 déjà, le CNPF avait revendiqué la liberté de ne pas financer ce qu'il devait à la Sécurité sociale. Les ordonnances de 1967 du ministre Jeanneney lui avait d'ailleurs partiellement donné satisfaction. Le patronat revient à la charge en demandant le remplacement progressif des cotisations familiales par l'impôt.

Pour justifier cette exigence, Chotard explique qu'en France, la charge financière, revenant aux entreprises pour le système de protection sociale, est plus forte que dans les autres pays européens. Comme le fait remarquer un communiqué de la CGT s'élevant contre cette interprétation, il faut savoir que les statistiques de la CEE « font apparaître crûment que les charges salariales en France (salaires plus cotisations sociales) mettent notre pays en queue de peloton derrière le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie ». Une raison parmi d'autres : les salaires sont bien plus faibles.

Mais le CNPF veut gagner sur tous les plans. Diminution des salaires à travers la diminution du pouvoir d'achat en même temps que diminution des charges sociales. On comprend alors pourquoi le CNPF conteste que « la Sécurité sociale soit devenue un instrument de transferts sociaux, alors que ce n'est pas sa vocation, en créant de fausses solidarités dont l'expression devrait être recherchée dans une autre voie faisant appel au concours de la nation toute entière ». En un mot : Français, soyez solidaires des vieux, des retraités, des familles nombreuses, nous, on en a assez fait.

Poussant plus loin la logique, le CNPF associe Sécurité sociale à produit national brut. Pour lui, les Français sont trop protégés et ne produisent pas assez. Par contre, c'est bien

connu, les « très productifs » cadres, les amis des patrons payent trop chers. Le rapport déclare, en effet : « Il est injuste et insupportable aux cadres de leur faire payer plus au titre des dépenses de santé par les déplacements successifs, alors qu'il est acquis que les cadres coûtent moins cher aux caisses d'assurance maladie que les autres catégories de salariés. » Il est vrai qu'on ne leur verse pas les maigres pensions pour silicose ou mains coupées, mais que de nombreux stages financés par la formation permanente peuvent leur servir de cure de repos contre les terribles dépressions nerveuses qui les guettent.

Il est vrai aussi que par le biais de caisses complémentaires diverses, ils sont mieux couverts que tous les autres travailleurs. Ça les gêne un peu de payer deux fois. Le patronat ne pouvait éviter ce clin d'œil à de fidèles et loyaux serviteurs ! C'est pour cela qu'il aimerait que la Sécurité sociale redevienne un simple « système d'assurances » où « serait restaurée la responsabilité personnelle » de chaque assuré social. La médecine, les soins selon son revenu, en somme, puisque la « grande réforme » de l'hospitalisation suggérée par Chotard, ce n'est ni plus, ni moins, que la mise en concurrence accrue de l'hospitalisation privée et de l'hospitalisation publique. A quand la systématisation des hôpitaux selon le niveau de salaire ? Pour bientôt, n'en doutons pas, avec ce genre de philosophie.

Autre perle fine du rapport Cho-

tard : « La santé des Français, surtout depuis la généralisation, n'est pas liée à la vie de l'entreprise. » C'est bien connu, les Français ne sont pas malades parce qu'ils se fatiguent en travaillant avec des cadences infernales, mais parce qu'ils s'amuse trop le dimanche devant la télé, qu'ils mangent trop dans les restaurants, qu'ils boivent bien entendu... « Le travail c'est la santé », voilà le nouveau slogan du CNPF.

La santé pour qui ? Là encore le CNPF a une réponse de classe puisqu'à propos de l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite à 60 ans, il déclare qu'en dehors des manuels, ce « serait une erreur majeure qui diminuerait dangereusement le nombre des actifs dans une démographie déclinante, poserait, de ce fait, de redoutables problèmes financiers se traduisant nécessairement par un amenuisement des retraites, priverait les entreprises d'hommes qualifiés (sic !), engendrerait de graves problèmes humains ». Entendez par là : « les ouvriers », « les manuels », « les pas qualifiés » ont le droit de s'user toute leur vie et de rejoindre le boulevard des allongés d'hôpitaux ou les hospices avec une retraite d'indigents. Il va de soi que pour le CNPF, la fin de la division manuels-intellectuels n'est pas pour demain, pas plus qu'une réduction massive des horaires, seule réponse permettant de réconcilier le travail avec la vie et la santé.

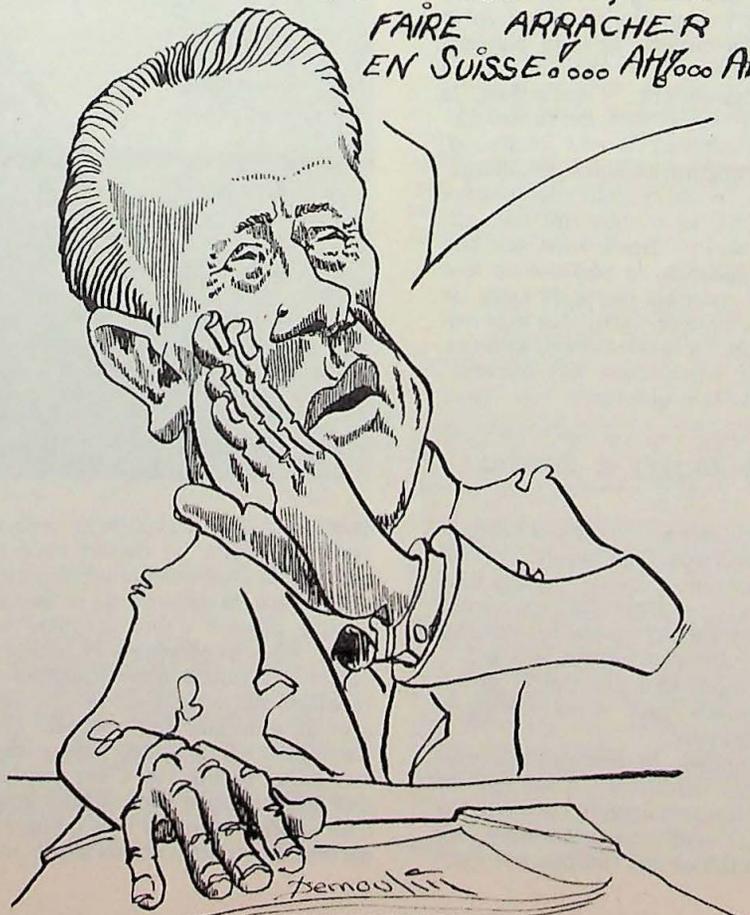
tous responsables !

Dernier commentaire sur ce rapport Chotard : l'exigence que l'accident de trajet ne soit plus considéré comme accident de travail, mais couvert par des mesures relevant de la sécurité et de la prévention routières. Ben voyons ! Ceux qui ont cinquante kilomètres à faire pour aller au boulot n'ont qu'à pas se tuer ou se blesser pour arriver à l'heure ! C'est de leur responsabilité, dit le CNPF. Ce mot de responsabilité dans la bouche d'hommes qui ne se sentent responsables que de leur portefeuille, derrière le discours des catégories abstraites de l'économie bourgeoise ne surprend plus, il écoeure.

Si l'on peut admettre que la santé des Français est actuellement maltraitée, à la fois à cause d'un système de santé parfaitement bureaucratique et d'un système de production où la rentabilité prime sur la vie, ce ne sont pas les mesures en trompe-l'œil du CNPF basées sur des définitions aussi creuses que « simplification », « allègement », « efficacité » qui l'amélioreront. Elles ne peuvent qu'aggraver le caractère de classe de la médecine, les inégalités sociales, la dispersion des régimes de protection sociale et le démantèlement d'une conquête ouvrière. A ce nouveau défi, le ministre du CNPF, Beullac, a répondu que « le gouvernement entendait mettre en place un éventail très complet des mesures propres à assurer la « maîtrise » du secteur d'assurance-maladie ». Le vent, fait par cet éventail, soufflera dans la direction que le CNPF veut lui donner. Espérons que la mobilisation des travailleurs elle, fera du bruit.

Yves SPARFEL ■

MOI, J'AI DES COPAINS, QUI SE
FONT CHANGER LEURS DENTS
EN OR, AU FRAIS DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE, POUR LES
FAIRE ARRACHER
EN SUISSE. 0000 AH! 0000 AH! 0000



F. CEYRAC

caisse d'épargne de Paris : un bilan

Le syndicat unifié (syndicat majoritaire) le disait : « Il faut durer, durer, durer... La victoire est au bout. » Le patron lui aussi avait tout misé sur la durée : « Il rentreront quand ils n'auront plus un sou. » A l'évidence, l'un des deux se trompait et le malheur a voulu pour les grévistes que lorsque le quorum fut atteint, il leur fallut rentrer « unis et dans la dignité pour préparer les luttes futures » ce qui est une grande victoire comme l'ont dit certains orateurs du SUACCE (Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne). Pourquoi en est-on arrivé là ? Cette défaite était-elle évitable ?

D'abord, il est des données qu'il est nécessaire de connaître pour comprendre ce qui s'est passé à la Caisse d'épargne. Le personnel de la Caisse d'épargne est syndiqué à 80 %. Cet énorme taux de syndicalisation s'explique par un passé de luttes victorieuses qui ont permis l'obtention d'un statut proche de celui de la fonction publique, l'avancement à l'ancienneté et un niveau de rémunération très correct...

Le SUACCE, syndicat autonome, proche de la CGT à Paris, représente environ 70 % du personnel aux élections contre 30 % pour la CFDT.

Avec ses syndicats qui l'ont presque toujours mené à la victoire, le personnel en est arrivé à s'en remettre un peu trop facilement à l'intersyndicale. Il faut dire aussi que le SU n'est pas favorable à la prise en charge directe de la grève par l'AG.

personnages d'une grève

Le CFDT avait accepté au début du mouvement le principe du quorum, cette bête curieuse étant l'une des conditions posées par le SU pour lancer le mouvement. Le quorum, fruit de savants calculs des mathématiciens du SU, peut être expliqué comme suit : moitié du personnel moins la moyenne des absents plus un. C'est-à-dire que la moitié du personnel présent à la Caisse d'épargne (jaunes compris), devait reconduire le mouvement. La fin de la grève allait montrer à l'AG l'absurdité de ce quorum.

Face à la détermination du personnel, le patron de choc, Jacques Viet, un peu « mégalo » ne « refusait pas de négocier, mais disait non à tous les points du cahier revendicatif ». Le conseil d'administration est composé de « vieilles peaux » presque tous banquiers d'affaires qui ne savent même pas ce qu'ils administrent et entérinent les décisions de Viet. Enfin derrière eux Raymond Barre « l'ami des travailleurs » n'hésita pas à dire à propos des écoreuils « ils peuvent bien se pendre par les pieds, je ne céderai pas » (sic !).

L'enjeu du conflit : une prime de fin d'année remise en cause alors qu'elle représente un élément du salaire, l'avancement à l'ancienneté, la

garantie d'emploi des auxiliaires, la codification des prêts au personnel, le non-démantèlement du service immobilier, etc. En clair le maintien des avantages acquis. Pour le patronat des Caisses d'épargne, il s'agissait outre la restructuration de la Caisse de remettre en cause le statut national par le biais d'une convention collective « bidon ».

les ressorts du drame

Dès le 6 octobre les « écoreuils de Paris » se lancent dans la bataille. A l'annonce de la remise en cause du statut national par l'UNCEF (Syndicat patronal des caisses d'épargne), 80 % du personnel se met en grève dans toute la France pour 24 heures, fermement appuyés par la CFDT. Ce n'était pas l'avis du SU qui ne proposera qu'une grève de 48 heures, un mois après la première grève nationale et cela sans mobilisation.

L'élargissement du mouvement étant un échec, les écoreuils parisiens allaient rester isolés ne comptant que sur leurs propres forces. Devant l'intransigeance d'un patronat qui refusait de discuter, la CFDT proposa l'occupation du siège. Elle aurait eu pour effet de désorganiser un peu plus le fonctionnement de la

caisse en paralysant certains services et en empêchant les jaunes de casser la grève en travaillant dans une séance de fortune installée sous le nez des grévistes qui se réunissaient quotidiennement dans la véritable séance. Le SU contra cette proposition en AG en accusant la CFDT de diviser le personnel.

Et le train-train allait continuer : manifs, diffusion de tracts, délégation auprès des administrateurs...

Quelques actions furent néanmoins positives, ainsi le gala de soutien et le rassemblement des travailleurs de la région parisienne devant le siège de la Caisse d'épargne (rassemblement accepté par la CGT à condition qu'il se fasse entre midi et quatorze heures !). Ces initiatives (occupation des tours de Notre-Dame) permettaient de maintenir le moral du personnel gréviste.

Néanmoins « Viet-Niet » devait faire une erreur : la non-convocation des réunions de délégués du personnel et de comité d'entreprise durant la grève devait amener l'affaire devant le tribunal des référés qui donna raison aux syndicats et, fait sans précédent, nomma un consultant alors qu'il n'y avait pas occupation des locaux. Il s'ensuivit une réunion marathon où pendant 11 heures, le patron recula un peu en acceptant de payer cinq jours de grève alors que le mouvement durait depuis deux mois ! Pourtant le rapport du consultant M. Marx était favorable aux grévistes : « *Il ne souffre pas de discussions que la thèse des grévistes est fondée. Si pour faire reconnaître leurs droits, ils ont dû avoir recours à la grève, la responsabilité ne leur incombe pas et il est légitime que les jours de grève qui leur ont été imposés leur soient payés.* » Malgré cela, le tribunal des référés ne pouvant statuer sur le fond, l'affaire était renvoyée au tribunal d'instance pour le 26 janvier !

Pendant ce temps, il semblait de plus en plus évident que la grève aurait du mal à passer le cap des fêtes de fin d'année. L'assemblée générale du 4 janvier fut d'ailleurs décisive. Par neuf voix de majorité, la proposition d'occupation fut acceptée.

Le SU, sentant venir le débordement, sortit de sa poche le quorum qui annulait le vote de reconduction

de la grève. Il s'ensuivit une intersyndicale au pied-levé. Pour le SU, c'était clair, il fallait appeler à la reprise. Les choses étaient moins simples du côté CFDT. Entre deux risques, celui de continuer de façon minoritaire le conflit et d'assumer seule l'échec et celui de donner l'impression de lâcher les travailleurs les plus radicalisés, elle s'est ralliée au quorum sans joie.

C'est indéniablement une victoire pour le patronat et le gouvernement. La presse bourgeoise ne s'y est pas trompée. A quel prix ? Trois mois de retard dans le travail, des retraits de fonds importants de la part des déposants, le non-paiement des intérêts avant deux ou trois mois pour la majorité des clients et surtout une prise de conscience du personnel à qui il ne faudra plus demander de faire un effort. Mais c'est aussi un endettement important pour de nombreuses personnes, une combativité extraordinaire qui ne débouche sur rien, le sentiment que la stratégie employée durant cette grève n'est plus payante à l'heure actuelle.

En refusant de durcir le mouvement par l'occupation, qui s'imposait face à l'intransigeance du pouvoir et des patrons, les responsables du SUACCE se privaient d'une arme essentielle. Parallèlement, en ne se donnant pas les moyens d'étendre la grève aux Caisse d'épargne de province, ils ont empêché qu'une riposte unitaire soit déclenchée face aux attaques patronales, tant sur le plan parisien que sur le problème du statut.

Le personnel a compris l'utilité de la solidarité ouvrière grâce aux collectes quotidiennes organisées pour soutenir ces « grévistes de luxe ». S'ils n'avaient pas été battus à cause du portefeuille, ils seraient encore en mouvement. Ils le seront d'ailleurs le 26 janvier, jour du jugement du tribunal d'instance. Affaire à suivre, car les patrons de la Caisse peuvent tenter de pousser leur avantage (répression, mesquineries, licenciements d'auxiliaires, tentatives de faire travailler le personnel à un rythme accéléré afin de rattraper le retard) et plus globalement, des nouvelles attaques contre le statut et les avantages acquis. ■

Réunion des grévistes de la Caisse d'épargne.



Photo Maillac

on ne peut pas tout dire

quelle libéralisation au Chili ?

A en croire certains journaux, il n'y a plus de prisonniers politiques au Chili : Corvalan était le dernier !

Dans une conférence de presse, tenue à son retour du Chili où il vient de séjourner, André Jacques, directeur de la CIMADE a dit ce qu'il en était. L'enquête qu'il a faite sur l'appareil juridique et policier en place contredit ces informations optimistes.

Le nombre des arrestations a légèrement diminué ces derniers mois, les camps de concentration de Tres Alamos, et de Puchucavi ont été fermés, le gouvernement délivre des sauf-conduits pour l'étranger.

Mais, 3 000 prisonniers politiques (chiffre minimum également évoqué par Corvalan) sont encore détenus. Des camps comme celui de Ciatro Alamos n'ont pas été fermés.

D'après les informations recueillies auprès des milieux chiliens qui mènent une action humanitaire contre la répression, il y a une inquiétante progression depuis août dernier du nombre des disparitions, après enlèvements sans témoin ; dans la région de Santiago, on a retrouvé les cadavres mutilés de disparus.

Dans la pratique des arrestations sans motifs pour quelques heures, la surveillance policière et le chantage, on maintient un climat de terreur psychologique sur la population.

André Jacques conclut à une aggravation de la situation ; puisque les arrestations ne sont plus « officielles »

et qu'on ignore où sont enfermés les détenus, toute défense légale devient impossible faute de preuves permettant de mettre en cause la police et l'armée.

Or, si les informations fausses, sur la libéralisation du Chili, trouvent crédit à l'étranger, la réprobation internationale contre la violation des droits de l'homme et la solidarité disparaîtront. C'est l'objectif de la Junte.

Sonacotra : saisie de fureur

La Sonacotra n'a pas peur des cadences. Elle a des difficultés pour remplir les foyers. Elle n'en éprouve

pas, par contre, pour peupler les tribunaux.

Ses demandes de saisies-arrêts sur les salaires pour non paiement des loyers se font de plus en plus nombreuses. Les résidents des foyers de Montreuil, Sannois, Nanterre, Argenteuil, Pierrefite, Saint-Ouen-l'Aumône, Etampes, Massy, défilent massivement devant des juges plutôt embarrassés.

L'embarras est tel qu'à Saint-Ouen-l'Aumône, ces juges ont fait machine arrière. A Nanterre, à Montreuil, les décisions sont reportées. La fermeté des résidents, de leur comité, de la coordination, du large soutien qui se manifeste, portent leur fruit. Mais les dirigeants de la Sonacotra, soutenus par le pouvoir veulent casser définitivement une lutte qui rampe depuis plus de 23 mois.

Malgré le choix des heures de convocation devant les tribunaux (pendant le travail) des militants entreprises, groupées autour de sections syndicales, d'unions locales, organisent des manifestations ou des débrayages. Les comités de soutien interviennent.

La plate-forme revendicative des comités réunis dans la coordination nationale est claire. Pourquoi la négociation ne s'engage-t-elle pas ? Pourquoi le pouvoir empêche-t-il la justice de se saisir de la plainte déposée par les grévistes sur les conditions de salaire, de logement, un dossier pourtant accablant pour la Sonacotra ? Et si Barre voulait vraiment faire baisser les prix, pourquoi ne donne-t-il pas raison aux « locataires » ? L'humour a des limites sans doute...



Photo Tribune socialiste

Espagne : l'opposition reconnue

• **Dimanche 23 janvier**, à Madrid, lors de la manifestation en faveur de l'amnistie, Arturo Ruiz, 19 ans, est abattu froidement à bout portant par un « guerillero du Christ-Roi ».

• **Lundi 24 janvier**, Maria Luz Ajera Julian, jeune étudiante de 20 ans, meurt des suites des blessures causées par une grenade lacrymogène reçue en pleine tête. Elle participait à la manifestation — rassemblant plus de 2 000 personnes — pour protester contre le meurtre d'Arturo Ruiz. Le même jour, José Luis Olivia, étudiant lui-aussi, succombe aux blessures occasionnées par la police lors de la manifestation de la veille.

Lundi toujours, le GRAPO (Groupe de résistance antifasciste 1^{er} octobre) — organisation ayant revendiqué le rapt, le 11 décembre dernier, du président du Conseil d'Etat, M. de Oriol —, enlève le général Villaescusa Quillis, président du Conseil suprême de justice militaire, un vétéran de la « division azul ».

• **Dans la nuit de lundi à mardi** enfin, cinq avocats, tous communistes, sont assassinés en plein cœur de Madrid.

Huit morts en deux jours.

Lundi, au 55, de la rue Atocha, en plein centre de Madrid, il est 23 h 30. Dans le cabinet d'avocat où sont réu-

nis une dizaine de personnes, deux hommes font irruption qui vident le chargeur de leur pistolet-mitrailleur sur les personnes présentes. Sur Angel Rodriguez Leal d'abord, qui était venu ouvrir la porte, puis sur Luis Gavier Benavides, Enrique Vandevira, Francisco Gavier Sauquillo, Serasil Holgado, Miguel Saravia Gil, Lola Gonzales Ruiz, Lejandro Ruiz Huertas et Luis Ramos. Cinq morts. C'est un bilan provisoire. L'état de ceux qui n'ont pas succombé à leurs blessures est jugé désespéré. On comprend dès lors l'émotion qui règne dans la capitale espagnole. Il n'est aujourd'hui pas un dirigeant politique, pas un responsable syndi-

cal, pas un observateur qui ne s'interroge sur l'avenir de la démocratie en Espagne. Les provocations meurtrières auxquelles se livre l'extrême droite visent à l'évidence à créer un climat de peur qui soit de nature à stopper le processus de démocratisation dans lequel est engagé l'Espagne. A terme, c'est « l'argentinisation » — et c'est l'ambition à n'en pas douter des nostalgiques du franquisme — qui guette le pays si le gouvernement d'Adolfo Suarez ne prend pas à temps toutes les mesures qui s'imposent, en premier lieu l'interdiction des groupes fascistes et la reconnaissance de toutes les forces démocratiques. L'opposition, pour sa part,

fait preuve d'une grande sérénité et acquiert par là-même une crédibilité accrue, en la circonstance, aux yeux de l'opinion publique. Ce mercredi, les grèves déclenchées dans tout le pays par les syndicats ne visent rien moins qu'à une pression telle sur le gouvernement que ce dernier aille jusqu'au bout de ce qu'exige de ce dernier une situation qui ne souffre aucun attermoissements.

Toujours est-il qu'en dépit du climat de violence qui a prévalu à Madrid ces jours derniers, l'entrevue entre le gouvernement et la délégation composée de six représentants de l'opposition a bien eu lieu lundi et que l'ordre du jour initialement prévu a été respecté. Le communiqué commun rendu public à l'issue de la réunion — à la demande d'ailleurs d'Adolfo Suarez lui-même — n'a pas d'équivalent depuis la guerre d'Espagne. Dans le difficile et long processus que l'opposition démocratique a engagé il constitue, de fait, un pas en avant considérable. Il est désormais acquis que, sans la légalisation de tous les partis politiques de l'opposition et l'amnistie générale, on ne parviendra pas à juguler définitivement la manière forte du « bunker » fasciste.

communiqué commun gouvernement-opposition

« Mes deux parties ont exprimé leur identité de vues pour condamner l'extrémisme politique qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique en Espagne. Le président du gouvernement et les membres de la commission de l'opposition, se sont mis d'accord sur l'opportunité de lancer un appel à la sérénité et à la responsabilité civiles. Le président a en outre affirmé sa résolution de continuer à étudier la question de l'amnistie et la loi régissant l'activité des partis politiques. Il a insisté sur la nécessité de créer un climat social excluant le recours à toute manifestation de la violence. »

José SANCHEZ

L'Alsace : une vitrine

« L'Alsace doit être la vitrine de la France ». Voilà ce que déclarent ceux qui prétendent aménager notre région. Centrales nucléaires, canal à grand gabarit, autoroutes, lignes à très haute tension, voilà les produits les plus alléchants de cette vitrine. Bien entendu les travailleurs alsaciens n'ont jamais eu leur mot à dire sur les projets des technocrates. Mais le décor est planté.

Ce décor n'est pas le fruit du hasard. Il est le résultat d'une politique de spécialisation économique de l'espace alsacien. Avec elle, l'économie alsacienne sera de plus en plus fragile. La prédominance de l'axe Nord-Sud s'imposera au détriment du reste de la région (vallées vosgiennes, Sundgau...). Les activités alsaciennes deviendront la chasse gardée des firmes étrangères (allemandes, suisses, américaines...), avec la domination d'un type d'industrie, délaissant les activités spécifiques de la région (agriculture, textile, artisanat vosgien). Pour parvenir à ces objectifs, deux moyens essentiels ont été choisis par les « aménageurs ».

Alsaciens, si vous saviez

Ils ont choisi, tout d'abord, de créer de grandes infrastructures économiques en Alsace pour « y amener des industries ». Tel est le but affiché. Ainsi, on construit de grandes voies autoroutières (A34, 35 et 36); on prévoit un train à grande vitesse de Genève à Bruxelles, en passant par Mulhouse, Colmar, Strasbourg; on crée de grandes zones industrielles; on développe un secteur tertiaire de luxe ou lié aux grandes entreprises. C'est surtout ce fameux canal à grand gabarit, projeté à Paris depuis plus de quinze ans, qui devrait permettre d'atteindre le but officiel des autorités alsaciennes: redonner un « souffle nouveau » à l'industrie alsacienne.

En fait, toutes ces infrastructures, seront ruineuses pour l'ensemble des travailleurs alsaciens, mais une affaire en or pour la bourgeoisie nationale et alsacienne. Pourquoi? Parce que le but de la droite en Alsace n'est pas celui dont les journaux locaux nous rabattent les oreilles. L'industrialisation, les emplois, la vocation économique européenne?... La droite n'y croit plus vraiment, mais

elle a tout intérêt à y faire croire et « à placer ses billes » dans le grand concert capitaliste national et multinational. Examinons les promesses.

Les autoroutes? Le train à grande vitesse? Ce sont de simples bretelles de raccordement. En effet les grands axes européens passent au nord, à l'est, à l'ouest de l'Alsace, mais la laissent de côté. Ces équipements luxueux coûteront très cher aux collectivités locales mais ne modifieront pas fondamentalement l'enclavement de la région. Les zones industrielles? Beaucoup d'entre elles datent de quinze ans et sont pratiquement vides. Elles n'ont pas suffi à attirer la grande industrie.

Le canal à grand gabarit? Ce sera un désastre humain: dans le Sundgau, le Doubs, des milliers d'hectares de bonnes terres agricoles disparaîtront. Du point de vue écologique, le pompage des eaux du Rhin entraînera une pollution accrue et plus étendue, avec l'abaissement de la nappe phréatique la disparition et l'assèchement de grandes forêts et de prairies. Sur le plan économique, il n'apportera pas l'industrialisation prévue en Alsace; tout au plus, des zones industrielles vides, des ZAC, des grands lotissements, c'est-à-dire de quoi spéculer pour les promoteurs et la bourgeoisie locale. Le but réel de ce canal, c'est la restructuration de l'industrie sidérurgique qui s'installe à Fos-sur-Mer, au détriment de la Lorraine, il servira à la grande industrie, aux multinationales, aux grandes compagnies fluviales. Pas aux travailleurs! Mais il coûtera quinze milliards aux collectivités locales.

l'imposture nucléaire

Le nucléaire est présenté comme le deuxième instrument de l'aménagement de l'Alsace. Une vingtaine de réacteurs seront construits sur le Rhin, dont une bonne dizaine sur sa branche alsacienne-badoise.

La politique de bas tarifs d'électricité en faveur des industriels est en vigueur depuis longtemps dans la région, mais elle a perdu beaucoup d'effet depuis trois ans. Le gouvernement français et les autorités alsaciennes ont donc tout intérêt à la création d'une surproduction d'électricité sur le Rhin.

Celle-ci permettrait d'abaisser une nouvelle fois les tarifs afin d'attirer l'industrie grande consommatrice d'électricité. En contrepartie, les factures d'EDF augmenteront considérablement pour les petits consommateurs, car le nucléaire coûte cher, très cher. N'oublions pas que l'énorme investissement du programme nucléaire français ne sera pas rentabilisé avant une quinzaine d'années. Cette « électricité nucléaire » produite à Fessenheim, vendue en Allemagne et en Suisse, rapporterait une masse importante de devises. Elle favoriserait surtout la création de super profits pour toutes les multinationales qui détiennent déjà, l'industrie nucléaire sous le contrôle des grandes firmes américaines.

Dans un, deux ou six mois (compte tenu des problèmes techniques non résolus), EDF procèdera à la première divergence du premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim, le second devant entrer en fonctionnement quelques mois plus tard. Une question vient tout de suite à l'esprit: les luttes menées contre la centrale depuis le début de sa construction (1970) n'ont-elles servi à rien?

Non, car la population alsacienne à travers les luttes pour un autre cadre de vie et contre le nucléaire a saisi progressivement les enjeux de l'aménagement capitaliste de l'Alsace. Cette opposition, initialement motivée par les réels dangers biologiques et écologiques du nucléaire, et aujourd'hui étendue au problème politique du choix de société, ne regroupait qu'une frange sensibilisée écologiste et pacifiste.

Aujourd'hui, grâce au travail infatigable du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR), le mouvement rassemble une grande partie de la population rurale, paysanne et ouvrière. A preuve: la création de la FANEF (Fédération antinucléaire des environs de Fessenheim) qui regroupe de manière autonome des comités constitués en



majorité d'agriculteurs ou d'ouvriers travaillant dans les usines du Rhin, et ceci dans plusieurs dizaines de villages autour de la centrale. A preuve également, les nombreuses réunions d'information avec le CSFR et le GREN de Strasbourg (scientifiques antinucléaires) demandées par les villageois du Haut et Bas-Rhin. La réussite de la campagne de pétitions, signées dans ces communes par 60 à 90% des adultes a permis d'exiger: une commission de contrôle sur Fessenheim, indépendante d'EDF; l'organisation d'exercices d'alerte nucléaire; la publication intégrale du plan ORSEC-Rad de Fessenheim; la consultation des populations concernées sur l'acceptation des risques.

Elles ont été expédiées par une quarantaine de maires au préfet.

Une campagne massive d'information a commencé: placards d'information dans les journaux alsaciens, journal spécial tiré à 500 000 exemplaires... La prise de position du MRJC Alsace (jeunes ruraux chrétiens) contre le nucléaire sur des bases très claires, et son entrée active dans la lutte à la fin de l'année dernière constitue un atout très important du mouvement. Le combat antinucléaire n'est donc plus isolé. Il a rejoint celui que mènent les agriculteurs, comités sundgauviens et écologistes contre le canal à grand gabarit. C'est une lutte radicale contre l'arbitraire du pouvoir et l'absence de consultation. Elle pose les vraies questions: « un canal pour qui? Un canal pour quoi? » « Dans quelle société? »

décider de son sort

Le mouvement antinucléaire est maintenant capable de provoquer des actions collectives dans les villages concernés, lorsque EDF procèdera à la mise en route de Fessenheim I et II.

Nous pensons que le temps est venu pour les mouvements antinucléaires comme pour le PSU d'Alsace (1), dont les militants sont engagés dans le CSFR ou la FANEF ou assurent l'intervention propre des fédérations contre le nucléaire (tracts, communiqués de presse, brochures, affiches...), de provoquer un vaste débat populaire, avec les syndicats ouvriers ou enseignants, les partis de gauche et de mettre ceux-ci devant leurs responsabilités. Ce débat sera politique car les couches populaires auront à décider enfin de leur sort, à poser les jalons d'une autre société.

Commission écologie
du Bas-Rhin ■

(1) Prochainement va paraître un livre aux éditions Syros: *Le nucléaire et l'aménagement de l'Alsace* (titre provisoire). Conçu et réalisé par la commission écologie du Bas-Rhin, il est le fruit d'une réflexion et des actions menées depuis quelques années sur le terrain écologique.

Manifestation contre la centrale de Fessenheim



Photo AFP

L'Alsace déménagée ?

Que va devenir l'Alsace ? On disait qu'elle était prospère, que l'avenir se présentait bien. Il n'en est rien. La région est dans l'impasse. La politique poursuivie par la droite alsacienne est un échec. Les élus alsaciens savaient la vérité. Le schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace pour la période 1975-1990, élaboré à l'initiative de P. Pflimlin par l'Établissement public régional est bien obligé de le reconnaître. Ce schéma apparaît comme le dernier rempart de la droite.

L'Alsace est à l'écart d'une zone de développement qui va devenir la colonne vertébrale de l'Europe des années 80. Cet axe part de Londres, et par les portes de la Mer du Nord, la Rhénanie, la Bavière, aboutit au Piémont italien. Sur cet axe se concentrent les capitaux, les entreprises, les centres de décision, etc. La stratégie française devant la naissance de cette colonne vertébrale a été d'assurer la liaison avec le cœur de cet axe : l'autoroute Paris - Metz - Sarrebrück - Mannheim - Frankfort. L'autoroute Metz - Strasbourg n'est qu'une bretelle de raccordement. Strasbourg devient donc un simple « détour ».

un cœur en mauvais état

Par ailleurs, J.J.-S.S. vient d'obtenir ce que les élus alsaciens ne lui pardonneront jamais : l'autoroute Nancy - Dijon via Marseille. Il n'y aura donc pas d'autoroute Strasbourg - Dijon. Il reste l'avion, direz-vous ? Même pas... L'aéroport d'Entzheim est incapable de faire atterrir des Boeing. Le projet d'un nouvel aéroport a été abandonné ; l'extension de l'aéroport d'Entzheim se heurte (à raison) à l'hostilité des communes avoisinantes.

L'Alsace est mise à l'écart de la politique d'aménagement du territoire mise en œuvre par le gouvernement. Tous les programmes d'action prioritaire (PAP) présentés tant par la région que par la communauté urbaine de Strasbourg au titre du VII^e Plan, sont systématiquement bloqués à Paris.

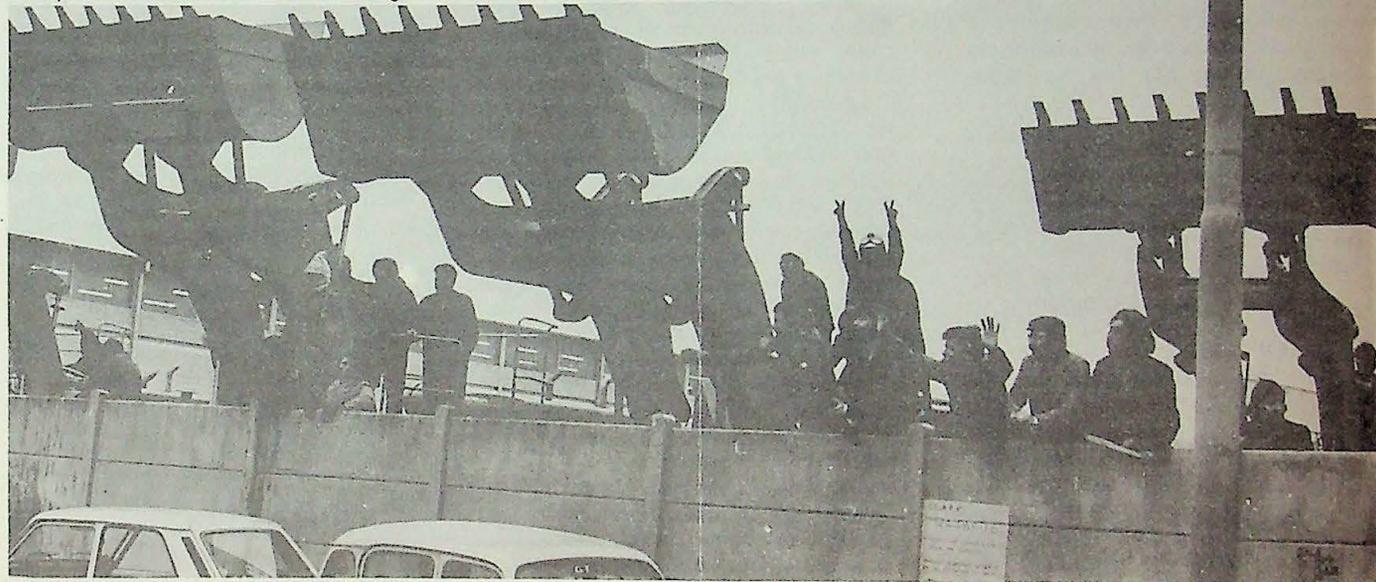
Un certain nombre de mythes s'effondrent. Voilà des années qu'on nous raconte que Strasbourg est la capitale de l'Europe, que l'Alsace est le cœur de l'Europe. On nous a fait miroiter le prestige. Il fallait donc des constructions de prestige : Palais de la Musique et des Congrès, nouveau centre administratif, etc. Or le Palais de l'Europe que Giscard d'Estaing inaugurerait le 28 janvier ne sera sans doute jamais le siège du Parlement européen (aucune décision n'est prise). La droite alsacienne a fait accélérer la construction de cet édifice pour mettre les gouvernements européens devant le fait accompli. Elle n'y réussira sans doute que très partiellement.

Durant des années, on a caché la vérité à la population, les élus alsaciens prenant leurs désirs pour des réalités. Durant des années tous les crédits de la région sont allés à la prétendue capitale de l'Europe aux dépens de la campagne et des villes moyennes.

Un autre mythe est battu en brèche : celui de l'Alsace, région prospère. L'agriculture sacrifiée « libère » de la main-d'œuvre mais les

entreprises refusent de s'installer en Alsace. Deux exceptions cependant : d'une part les multinationales qui disposent en Alsace d'un terrain idéal (main-d'œuvre « docile », patronat arrangeant, proximité de l'Allemagne) et d'autre part les industries polluantes : l'Alsace va devenir un terrain d'essais pour les centrales nucléaires. Ceci explique en partie pourquoi notre région possède un

Occupation de l'usine Clark à Strasbourg



Schlumpf : la fin des combines

Le groupe Schlumpf a été. Le groupe Schlumpf n'est plus. Son histoire mérite d'être contée. Elle illustre les méthodes de ces patrons d'un autre âge qui ont été les derniers seigneurs féodaux de la vallée de Saint-Amarin.

« L'importance industrielle, commerciale et immobilière du groupe Schlumpf qui possède entre autres sociétés françaises, principalement : la Filature de laine peignée de Malmerspach, SA à Malmerspach, créée en 1844 et achetée en 1939 ; la Filature de laine peignée d'Erstein, SA, à Erstein, créée en 1857 et achetée en 1956 ; les anciens établissements Hellmann, Kœchlin et Cie, SA, à Mulhouse, créés en 1880 et achetés en 1957 ; et maintenant encore en plus : la Filature alsacienne de laine peignée Gluck et Cie, SA, à Mulhouse, créée en 1838, se trouve ainsi encore augmentée et en fait un des premiers groupes textiles français (1).

« La fabrication du groupe textile Schlumpf comprend principalement des filés de pure laine, purs artificiels, purs synthétiques et des filés mélangés laine avec des fibres artificielles et synthétiques, et ceci tant en écreu qu'en couleur, teints sur peigné et sur fil et imprimés vigoureux sur peigné. Le groupe Schlumpf dispose de

taux de chômage anormalement élevé. Des chiffres : 30 000 demandeurs d'emploi, 27 000 travailleurs frontaliers.

Face à cette situation la droite alsacienne n'a pas une position uniforme : il y a ceux qui s'accrochent aux mythes et qui appellent à la « ténacité ». Il y a ceux qui « misent » sur l'énergie nucléaire. Il y a ceux qui veulent transformer l'Alsace en région touristique. Toute une partie du schéma est en effet consacrée à la « sauvegarde des acquis culturels alsaciens ». On s'est souvenu que l'Alsace avait une histoire, une langue et une culture. Il faut bien que cela serve ! Pourtant durant des années le dialecte alsacien a été bafoué et combattu, durant des années la culture alsacienne a été réduite aux danses folkloriques.

Le consensus régional s'est brisé au moment de l'affaire des C.W.M. à Marckolsheim. En effet, cette usine chimique allemande, la Chemische Werke Munthen, très polluante, a renoncé à s'installer dans cette ville, grâce à l'énorme mobilisation populaire déclenchée dès l'annonce de sa venue.

Le schéma tente de réparer la casse ; la droite essaye de se ressaisir, mais il y a des phénomènes qui ne trompent pas : les grèves avec occupation des locaux se multiplient (Clark, Schlumpf, Jeudy...). Il n'y avait même pas mille personnes pour accueillir Giscard à Strasbourg. La lutte contre les centrales nucléaires s'intensifie. Les Alsaciens ne seront pas les derniers...

A. JUNG ■

vastes usines et d'un matériel moderne très important. Avec plus de 2 000 collaborateurs et ouvriers, rien qu'en Alsace, la production annuelle du groupe Schlumpf atteindra près de six millions de kilos de fil, soit environ deux cent millions de kilomètres ou près de six fois le tour du monde, et ceci en filés de très haute qualité.

une seule main

« Le chiffre d'affaire annuel sera d'environ cent cinquante millions de francs hors taxes. Le groupe textile Schlumpf, qui exporte près de 40 % de la production de ses quatre filatures, pourra ainsi encore mieux servir cette clientèle tant française qu'étrangère et, par sa diversification, par sa standardisation et par sa rationalisation, en faire profiter aussi bien sa clientèle que ses collaborateurs et son personnel ouvrier. « Pour la première fois depuis sa création et son existence, toute l'industrie

alsacienne de la filature de laine peignée se trouve ainsi concentrée et réunie en une seule main. Ainsi se trouve réalisé le plan conçu par M.M. Fritz et Hans Schlumpf, il y a environ 34 ans, d'acquiescer, de posséder et de dominer l'industrie de la filature de laine peignée alsacienne, et le but atteint qu'ils s'étaient tracé, assigné et imposé, et ceci à force de volonté, d'opiniâtreté, d'endurance, de persévérance, de courage, de peine, de soucis et de travail. »

Voilà des gens qui ne manquaient pas de foi en eux-mêmes et qui assésaient leurs vertus en même temps que leurs appétits d'amasseurs de fric. Aujourd'hui, cinq ans plus tard, tout est à vendre, les quatre usines, les 2 000 salariés pour 1 franc symbolique. L'affaire peut se résumer ainsi : ces patrons ont été les seigneurs de la combine. Dans un premier temps ils achètent des usines, mettent en place des hommes de paille ainsi qu'un circuit commercial approprié. Il achètent des matières premières, les transforment et les revendent à des clients auxquels ils imposent, bien souvent, leurs tarifs de vente (Deffrèbe, par exemple). Par l'intermédiaire de diverses sociétés commerciales, ils échappent au

la question religieuse en Alsace

Un concordat, datant du début du siècle, a créé un statut particulier à l'Eglise d'Alsace. Longtemps défendu au nom du particularisme alsacien — que nous ne cesserons de défendre — il constitue aujourd'hui, un rempart de tout ce que l'Alsace compte de réactionnaire. Il serait temps de le dire, et de transformer la situation.

Pour tout démocrate, *a fortiori* pour un socialiste, il va de soi que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est une étape nécessaire, et acquise depuis longtemps.

L'Alsace n'est pas encore parvenue à ce stade d'évolution, puisqu'elle garde, avec le département de la Moselle, un statut concordataire qui ne semble contesté par personne.

les implications du concordat

Le Concordat est un traité international, signé en 1801 entre l'Etat pontifical de Rome et la République française. Le gouvernement français l'a complété par les articles organiques, qui accroissent le contrôle de l'Etat sur le clergé, et aligne le statut des autres communautés religieuses sur celui de l'Eglise catholique.

Il a été dénoncé unilatéralement par le gouvernement français en 1905, alors que l'Allemagne le maintenait en vigueur dans l'« Alsace-Lorraine » annexée. De 1914 à 1923 diverses autorités françaises ont promis que les libertés locales seraient garanties. Elles montraient par là le même souci que les autorités allemandes de se concilier l'opinion de la population alsacienne. En 1924, Herriot veut mettre fin aux particularismes de la législation en vigueur en

Alsace. Une protestation massive (pétition, évêque, députés, conseillers généraux, etc.) s'y oppose. Herriot renonce à son projet, et le concordat reste en vigueur. Il l'est encore aujourd'hui...

Quel est le contenu de ce concordat ? Schématiquement, il est de quatre ordres :

- c'est le gouvernement français qui nomme l'évêque de Strasbourg, qui « contrôle » la nomination du président de l'Eglise de la confession d'Augsbourg (Luthérienne), du président du Synode de l'Eglise réformée d'Alsace-Lorraine, du grand Rabbin de Strasbourg ainsi que les titulaires de certains postes importants.

- les ministres du culte sont payés par l'Etat (fonctionnaires rattachés au ministère de l'Intérieur, sous l'autorité du Préfet),

- la liste des postes budgétaires est fixée par le gouvernement,

- les fabriques ou conseils d'églises, qui gèrent les biens des communautés religieuses, doivent être aidés, si besoin est, par les budgets des communes.

des caractéristiques locales

Actuellement, en Alsace, les écoles élémentaires sont confessionnelles. Il y a donc en principe quatre écoles

normales (filles et garçons, catholique et protestante). L'instruction religieuse est matière obligatoire, sauf dispense expresse des parents. Les cours sont assurés par les instituteurs, par des catéchistes, ou par des ministres du culte. Cet enseignement est rétribué. Dans le secondaire, l'enseignement religieux est partie intégrante des programmes (deux heures hebdomadaires). Il est assuré par des « maîtres » de religion, clercs ou laïcs.

Les deux facultés de Théologie de Strasbourg ne dépendent pas du statut concordataire, mais leur maintien dans le système universitaire national a été possible grâce au contexte religieux particulier.

une situation de tutelle

Le concordat place les Eglises alsaciennes dans une situation de tutelle du pouvoir politique. En outre, il privilégie une idéologie religieuse conservatrice et répressive. La tutelle vient de la nomination directe des personnalités religieuses et de la dépendance économique du clergé. Les Eglises jouent par là, volontairement ou inconsciemment, un rôle de courroie de transmission du pouvoir, et leurs possibilités de contestation sont réduites ou nulles. Il n'est pas étonnant, alors, que l'évêque de Strasbourg présente les luttes des travailleurs comme une manifestation de leur égoïsme ! La complicité d'une grande partie du clergé avec les notables bourgeois, les prises de positions nationalistes, voire militaristes, sont, elles aussi, logiques. Le laïcat est déchargé d'une part de ses responsabilités, ce qui diminue encore les possibilités de critique. Enfin, l'usage des



média régionaux avec l'appui de la droite, permet de présenter ce statut comme un acquis essentiel que les non-pratiquants eux-mêmes défendent (et même des athées qui voient là une « richesse culturelle »).

Logiquement, la tentative d'Herriot, en 1924, reste d'actualité. Mais tout autant qu'à l'époque, la population alsacienne, même non pratiquante, réagirait violemment à ce qu'elle ressentirait comme une atteinte à ses libertés et à son particularisme. Mais comme aucune campagne critique n'est lancée, on voit qu'il s'agit d'un vœu pieux. Il y a donc là, refus de regarder les choses en face, fuite devant un travail politique particulier, lâcheté sous couvert de démocratie.

La gauche alsacienne n'a pas le droit de fermer les yeux sur le maintien de ce privilège contre l'intérêt des travailleurs. Notre but n'est pas d'imposer aux particularités alsaciennes une harmonisation centralisatrice, mais de démontrer le caractère réactionnaire de certaines d'entre elles, et d'aider ainsi les travailleurs alsaciens à se libérer d'un handicap qui entrave leur lutte.

Pour cela, il est nécessaire d'engager, dès à présent, un débat de fond sur la question religieuse en Alsace, et de soutenir des éléments progressistes qui, à l'intérieur des Eglises, combattent des structures qui profitent, en fait, au seul pouvoir capitaliste.

R. MURER et A. MONOD ■

contrôle des travailleurs. Elles ont comme seule fonction de réaliser un bénéfice. Parallèlement ils se sont constitués une fortune personnelle dont le summum est la réalisation d'un musée automobile qui contient 584 véhicules de toutes marques datant de 1878 à 1956 et que certains affirment être le plus beau musée du monde.

des méthodes... originales

Certaines fuites ont permis de découvrir des factures concernant la réalisation du musée et... imputées, par « erreur » sans doute, dans les dépenses d'exploitation des filatures ! A ces factures il convient « peut être » de rajouter les salaires des personnes qui ont également travaillé pour la mise en place de ce fameux musée et qui figurent également dans les frais de l'une ou l'autre des filatures. Nous pourrions ainsi poursuivre jusqu'à en perdre haleine l'énumération de ces méthodes pour le moins originales.

Il existe dans notre région, comme dans le restant de la France d'ailleurs, d'autres entreprises dont les

intérêts dépassent nos frontières et qu'on appelle les « multinationales ». Le rapport de la commission d'enquête sur les multinationales de l'UD-CFDT du Bas-Rhin nous explique, entre autres les pratiques de la Société Clark-Equipement. Voilà une société qui produit des machines, grâce à des brevets qu'elle « achète » à une société installée à Zurich à un taux de 5 % sur toute la production. Celle-ci est alors vendue, grâce à une société de marketing, moyennant une nouvelle ristourne de 5 à 10 %. Une société de factoring s'occupe enfin de la facturation, de l'encaissement, moyennant une commission d'environ 17 %. Faut-il rajouter que l'ensemble de ces commissions, ristournes, etc., éponge complètement le bénéfice de l'entreprise et que, évidemment, toutes ces sociétés annexes ont des actionnaires communs.

Pour éviter de telles pratiques, la nationalisation ou plutôt la socialisation de l'outil de production, sous le contrôle des ouvriers est la seule solution qui s'impose. ■

(1) Il faut ajouter à ce bilan l'usine de tissage Deffrène à Roubaix qui employait 400 personnes.



l'alsacien ? langue morte ?

Ecrire sur ma langue... l'Alsacien... un sac de nœuds... D'abord, qu'est-ce que c'est ? Pourquoi est-ce que je ne peux rien en dire simplement, sinon que c'est un casse-tête, pour moi, pour le Parti, pour mes voisins, pour mes cousins, et pour toi si tu veux essayer de comprendre. Il le faut pourtant ! L'Alsace est un carrefour de conflits ; sa langue est à son image.

Le 26 juin 1971 les Frères Schlumpf se définissaient ainsi :

L'Alsace est la seule région de France où l'on parle une langue plus importante, de par sa diffusion, que le français : en effet, l'alsacien est une forme vernaculaire de l'allemand, qui est, lui, plus parlé que le français, de par le monde, D'où quelques conséquences :

- La francophonie fait son complexe, ici, depuis des siècles. Pourtant, le français n'a jamais reculé, au contraire, depuis les Serments de Strasbourg (842 — après J.-C., quand même !) Ça ne m'a pas empêché d'apprendre à différencier les « j » des « ch » à coups de règle sur les doigts. Pourquoi est-ce que je n'écris pas en alsacien ? Parce que ce serait de l'allemand, et que je ne sais pas l'écrire. Ainsi, je sais me faire comprendre d'un Bavarois ou d'un Berlinois, mais je ne suis pas capable d'écrire une carte de vœux à mon oncle, à la campagne.

- Une large majorité de mes concitoyens sait l'alsacien ; un grand nombre d'entre-eux le parle. Mais, exceptées les personnes âgées, seule une minorité de bourgeois sait l'écrire. Alors nous écrivons, tant bien que mal, en français.

Les ouvriers et les paysans ont donc une langue maternelle, mais ce n'est pas une vraie langue ; les bourgeois en ont deux vraies, mais aucune n'est la leur.

- L'alsacien, s'il ne perd que peu de terrain, se dégrade qualitativement à une vitesse « V ». Il se cribble de mots français inutiles, et le dictionnaire d'allemand ne m'aide en rien à boucher les trous des mots perdus.

comme disent les savants

Et puis, comme disent les savants : quand on tue la langue, tout le reste f... le camp avec.

C'est vrai qu'il n'y a plus d'eau dans le Rhin, plus de cigognes sur les che-



minées, plus de poissons dans l'Ill, plus d'offres d'emploi, plus de saucisses ayant du goût, plus de forêts...

Pourtant, ici ou là, un chanteur apparaît, on refait du théâtre en alsacien, des associations prennent pour objectif la sauvegarde et le redéploiement de notre langue, en prônant notamment le bilinguisme : c'est-à-dire l'enseignement obligatoire et simultané du français et de l'allemand dès l'école primaire, et la généralisation du double usage des deux langues. Mais ce renouveau reste ambigu.

On pourrait encore exhiber de nombreux autres problèmes. Mais

chacun aura compris qu'il y en a déjà assez pour déboussole la gauche alsacienne. Le PSU a de meilleurs atouts. Encore faudra-t-il qu'il les joue.

le droit au bilinguisme

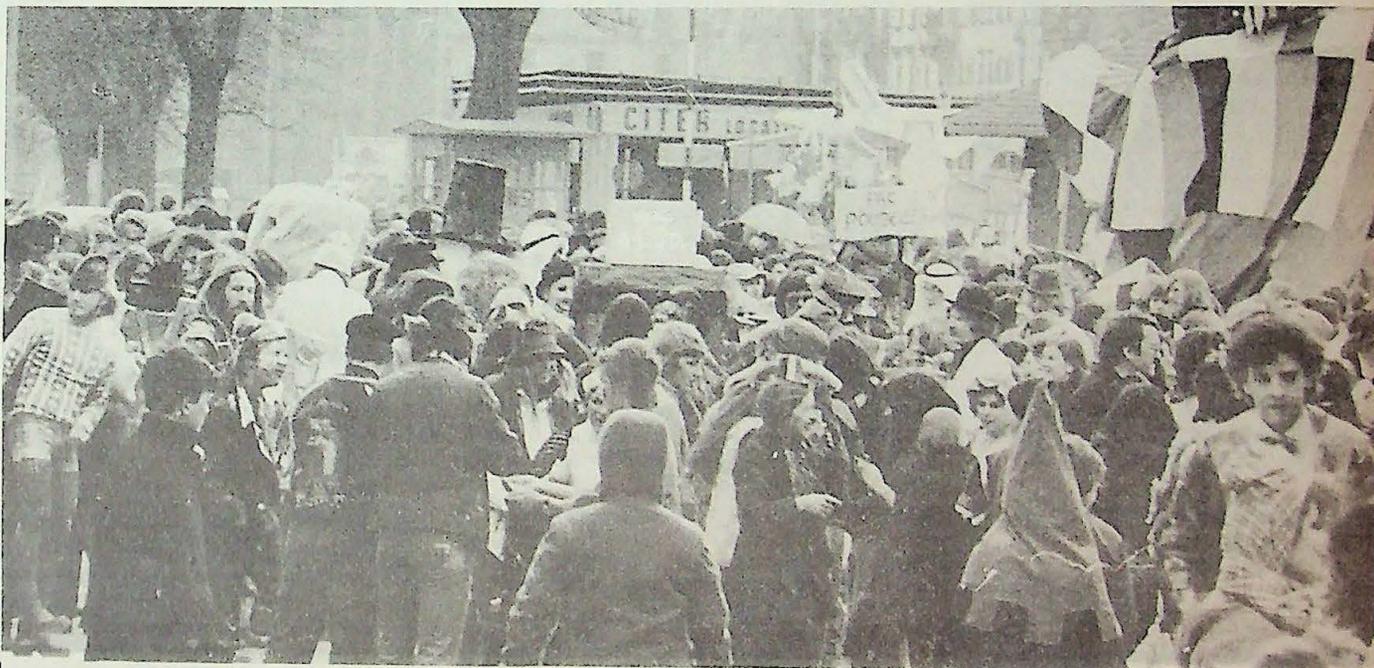
Par quelque bout que l'on prenne le problème alsacien, le projet autogestionnaire y apporte réponse : écologie, cadre de vie, culture populaire, droit des minorités nationales : des questions que nous connaissons bien, mais pour lesquelles il conviendrait que nous adaptions les réponses au cas de l'Alsace.

L'urgence de la solution au problème linguistique ne nous donne pas l'excuse de placer au second plan la lutte culturelle. Elle implique simplement que le travail politique dans le

domaine culturel est plus urgent encore.

C'est pourquoi nous affirmons clairement que l'Alsace a le droit au bilinguisme, support de sa langue et donc de sa culture. Mais nous intégrons ce droit dans une lutte pour la culture (droit à l'enseignement, contrôle des institutions, TV, etc.) et dans une culture de lutte (contenu révolutionnaire de la pédagogie, de l'information, etc.). Notre action s'engage sur ces bases ; notre soutien aux autres entreprises se mesurera à ce critère, seul compatible avec l'intérêt des travailleurs.

R.M. ■



carnaval de Strasbourg deux cortèges en un joyeux combat

Un carnaval non officialisé, pris en charge par des habitants désireux de retrouver un certain contenu populaire, en fonction de la réalité alsacienne. Tel est le sens du carnaval populaire de Strasbourg.

Tout commencera réellement le Mardi gras, 22 février. Enfants, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs annonceront, à la farine, l'arrivée des temps joyeux. Des bandes carnavalesques enfarinées, promèneront en épouvantails leurs professeurs, et quêteront à travers la ville, en réclamant de quoi préparer et faire la fête.

Le samedi soir 5 mars, les vieilles idées, celles qui expriment la mort, montreront, à la veille de leurs disparitions, leurs faces grimaçantes. Hérisés de drapeaux de deuil, à la lumière des torches, aux sons des tambours, seaux,

marmites, crécelles, d'étranges cortèges lugubres se traîneront dans les rues de Strasbourg, répandant des odeurs sérieuses et des gaz sinistres, barbouillant de suie, et annonçant la venue au carnaval populaire.

Et c'est dimanche 6 mars, que sous le soleil (on l'espère), les nouvelles idées apparaîtront, *tout de blanc vêtues*, enfarinées, en chantant la vie, et poursuivront dans un tintamarre de flûtes, casseroles, fanfares et orchestres les vieilles idées qui se seront réfugiées sur le mausolée noir de la Caisse d'épargne de Strasbourg.

Donc, deux cortèges, la vie et la

mort, qui se chercheront à travers le centre ville pour se transformer en un joyeux combat de cendre et farine. Et quand les fumigènes monteront au ciel et que les serpents tomberont de la cathédrale, le signal de la fête sera donné. Les plus blancs ou les plus noirs seront fêtés, par de longues farandoles, par des danses et chants. Les vaincus seront jugés, condamnés, trainés au bûcher et brûlés.

J.-M. SEITZ ■

Le collectif tient des permanences toutes les semaines au : Cardek, 12, rue du Renard Prêchant, 67000 Strasbourg.
Son adresse : Collectif Carnaval, 13, rue du Renard Prêchant, Strasbourg. Il dispose d'un film en super 8 mm et d'une exposition.

Un premier pas considérable...

Patrick Henry, le « monstre », n'a pas été condamné à mort ; la population troyenne, malgré quelques petits incidents, est restée sereine. La justice a été rendue en toute sagesse ; le verdict de Troyes montre qu'on peut faire confiance à la justice rendue au nom du peuple français. Enfin, le procès de Troyes a aboli la peine de mort... Tels sont les clichés et les enseignements que l'on pourrait garder de ce fait divers porté aux feux de l'actualité. Cependant à Troyes la réalité est toute autre.

Jusqu'au verdict final, la population était restée sereine en apparence. Cette sérénité était moins délibérée, que le résultat d'un important dispositif policier (2 escadrons de gendarmerie, de nombreux policiers en uniforme et en civil quadrillaient les abords du Palais de justice). Cette supposée dignité était due aussi à la présence des journalistes (environ 70 journaux, télévisions, radios projetaient la cité au premiers plans de l'actualité). Il fallait montrer que Troyes n'est pas une ville de « buveurs de sang ». Mais lorsque les 3 à 400 personnes

dans les usines et les quartiers populaires que l'on trouve à Troyes (et dans toute la France) les plus chauds partisans de la guillotine. Ce sont ces gens, qui après avoir été exhortés au lynch par le pouvoir, se retrouvent frustrés par l'appareil judiciaire de ce même pouvoir. Cette haine fasciste (car c'est bien du fascisme dont il s'agit) que le gouvernement a plausiblement engendrée, le pouvoir n'arrive plus à la contrôler dans le cadre de ses institutions. En effet, comme le dit un journaliste local : « C'est la justice dans son ensemble qui était hier soir condamnée et avec elle la police que la foule a brocardée... C'est Giscard que la rue a stigmatisé, Robert Galley dont le monde des petites gens apeurés estime qu'il n'a pas rempli son mandat car on peut assassiner « impunément » dans sa ville... »

A l'heure actuelle, la démarche choisie par le gouvernement à propos de ce fait divers se retourne contre lui. Galley, maire de Troyes, qui lui aussi demanda un châtement exemplaire, puis appela à la sérénité, lui qui certainement pesa de tout son poids pour que le procès se déroule à Troyes, risque de faire les frais de cette opération de popularité avortée, et ceci à la veille des municipales.

La chair salée

Face aux quotidiens locaux, un seul journal de contre-information a osé parler du procès de Patrick Henry, dans un ton qui n'est pas celui des carnassiers.

Ce journal, c'est *La Chair salée*, 27, rue Neuve-de-la-République, 10300 Sainte-Savine.

Abonnement 30 F (un an), chèques à l'ordre de la *Chair salée* pour se procurer le dernier numéro, envoyez 3 F en timbres.

M.A. militant du PSU Troyes ■

massées aux portes du palais apprirent que Patrick Henry échappait à la décapitation, cette façade sereine s'est effondrée : « à mort, à mort » criaient-ils « la justice est pourrie », « les jurés sont des salauds ». Cette foule hystérique, conspuait une justice qui n'était pas la sienne ; « Patrick Henry s'en est sorti car il a payé les jurés, les avocats, un prolo lui y serait passé », « les riches s'en sortent ». Les faits le prouvent, Troyes n'était pas sereine pour accueillir une « justice sereine ».

l'incroyable conditionnement

Cette réaction à un dénouement humanitaire provenait des couches les plus défavorisées (notamment parce que celles-ci associaient à l'image monstrueuse que l'on avait donné du criminel, celle du petit cadre qui n'a jamais connu leur dure condition et qui ne se contentait pas de sa position sociale). C'est en effet

Photo Maillac

Membres du Comité d'action des prisonniers vendent leur journal lors du procès.



C'est la guillotine qui se profilait avec certitude tout au long de ces assises, la justice ne pouvant certainement pas être rendue hors de ce contexte passionnel car dans la salle, on savait très bien ce qu'attendait la rue. « Pièce de théâtre » dira aux juges le frère de Patrick Henry, la partie était en effet jouée et personne ne se serait douté que Patrick Henry sortirait de cette arène en échappant à la décapitation.

justice au nom du peuple ou pièce de théâtre

Alors ? Sont-ce les coups portés par l'extraordinaire plaidoirie de Badinter qui ont permis de casser cette procédure machiavélique assujettie aux appels au lynch de la presse et d'un gouvernement en quête de popularité ? Ou est-ce la justice qui voulut s'affirmer face à un pouvoir qui la bafoue et renie son rôle en dictant au futur jury la marche à suivre.

Plaidoirie humaine (Badinter amena les jurés au pied de la guillotine) ou volonté d'indépendance de la justice, les deux ont certainement joué dans ce verdict de clémence (bien que la réclusion criminelle à perpétuité ne soit pas une peine mineure).

Mais en aucun cas, on ne pourra dire qu'à Troyes la justice s'est déroulée en toute sagesse.

vers une abolition de la peine de mort

Le verdict de Troyes semble ouvrir la voie à l'abolition de la peine capitale ; deux jours après le procès de Troyes, la cour d'assises des Bouches du Rhône refusait elle aussi ce châtement à Jean Giordanengo, accusé d'avoir tué deux personnes. Il est donc possible que le procès de Patrick Henry face jurisprudence, mais qui refusera, en cette période électorale, le banissement de ce châtement barbare ? Qui osera se mettre à dos, avant les municipales et les législatives, toute cette foule de petites gens apeurées dont nous parlions plus haut ? Un gouvernement déjà impopulaire qui hurle avec les loups ? Certainement pas ! La gauche réformatrice ? Il faut signaler qu'à Troyes le PC et le PS (le Programme commun prévoit d'abolir la peine de mort) se sont refusés à intervenir sur ce problème, notamment parce que leur base est divisée. Il faudra alors peut-être attendre longtemps avant que la guillotine soit rayée de notre « justice ».

Michel ANDRE
Fédération de l'Aube ■

hystérie

Face à l'hystérie déclenchée par les médias (les quotidiens locaux ont été à la pointe de cette campagne) des personnes (militants organisés ou non) se sont proposés d'intervenir sur la peine de mort.

Ainsi est né le Collectif troyen contre la peine de mort. Il est soutenu par le PSU, le LCR, le groupe femmes de Troyes, l'Ecole émancipée, La Taupe (association culturelle locale) et la Chair salée (voir encadré).

Considérant le problème que soulève le crime de P. Henry, nous avons axé notre campagne contre l'utilisation politique que le pouvoir faisait autour de ce fait divers (en insistant sur le fait que ce procès masque les vrais problèmes). A notre actif, distribution de tracts et collage d'affiches ; nous avons rencontré les organisations locales de la Ligue des droits de l'homme ; la FEN, le Syndicat de la magistrature, la CFDT, les MRG et Vie nouvelle, le PC, la CGT étant absents et le PS étant parti prétextant un problème de signatures. Nous avons élaboré un texte en commun condamnant la peine de mort et l'utilisation politique faite par le pouvoir sur cet événement ainsi que le rôle joué volontairement par les médias. Nous devons nous rencontrer à nouveau pour définir l'éventualité d'actions futures. ■

les choses de la ville

CADRE VIE : le syndicalisme Michel Louis : une réponse

A un moment où le plan Giscard-Barre vise à réduire le pouvoir d'achat des couches populaires et à briser les luttes collectives sur le cadre de vie, TS a interrogé Michel Louis, secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), pour faire un bilan des mouvements sur le secteur et les perspectives pour 1977.

T.S. : Quel bilan tires-tu du mouvement syndical sur le cadre de vie en cette fin de 1976 ?

Michel Louis : La caractéristique principale a été le développement important du courant syndical. Nous sommes sollicités par des groupes isolés ou par des individus non adhérents à un parti politique et ce qui est important pour nous, c'est que ce développement se fait surtout dans les quartiers populaires des villes. Nous sommes maintenant sûrs que notre démarche de création d'un syndicalisme de classe sur le cadre de vie, lié à la perspective du socialisme autogestionnaire répond à une attente. C'est un élément mobilisateur, car la conscience d'une exploitation dans le secteur hors production s'est accentuée dans les couches populaires.

De plus, le mouvement syndical tend à s'élargir. Ainsi, l'association nationale des copropriétaires et résidents, qui compte 2 000 adhérents, a entamé des discussions avec la CSCV, en vue d'une intégration à notre organisation pour participer à notre combat. Il est important qu'un certain nombre de propriétaires remettent en cause la propriété en analysant bien qu'ils le sont devenus à cause de la pression idéologique et économique du système, et cela à un moment où Giscard d'Estaing accentue l'offensive sur le terrain.

T.S. : Pourtant, lorsque l'on compare l'état du mouvement en France avec ce qui s'est passé en Italie avec les luttes d'autoréduction, l'impression est que les progrès dans ce domaine demeurent encore faibles.

M.L. : La différence fondamentale, entre l'Italie et la France, est l'incapacité des syndicats de la production CGT et CFDT à animer des luttes d'autoréduction sur le cadre de vie, et c'est la raison même de notre existence. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas encore une forte lutte de masse hors production. C'est pourquoi, par exemple, une campagne de boycott du *Parisien libéré* d'Amaury n'a pas pu être organisée. Mais nous recherchons constamment une articulation de nos actions avec celles menées par les syndicats ouvriers. Par exemple, en Moselle, la chaîne de distribution « Radar » possède deux magasins distants de sept kilomètres. Les vendeuses se sont mis en grève à cause des conditions de travail, de salaire et sur des questions de

dignité, puisqu'en arrivant au travail, elles ne savaient pas dans quel magasin elles allaient travailler, qu'elles pouvaient être déplacées n'importe quand.

Les magasins étant restés ouverts, puisque les cadres remplaçaient les grévistes, la CSCV de Moselle décide de se joindre à la lutte. Les militants contrôlent, dans les deux magasins, toutes les illégalités commises du fait des conditions d'exploitation : règles de sécurité non respectées, erreurs d'étiquetages, vente de produits périmés et déposent des plaintes en justice. Ce type de démarche est fondamental, car il permet de dépasser le soutien moral de et montrer concrè-

tement la complémentarité des actions.

T.S. : Quelles sont les perspectives pour 1977 ?

M.L. : Arriver à ce que le contrôle populaire passe dans les faits et impulser la réflexion à l'intérieur de l'organisation pour définir quel type de production et de consommation nous voulons.

Une première avancée vers le contrôle populaire est en train de se produire avec la revendication de conventions collectives au niveau de l'habitat et de la consommation.

Ainsi, à Fécamp, un groupe de locataires a réussi à imposer une convention collective à l'organisme de gestion qui, d'une part, reconnaît l'organisation syndicale que se sont donnés les locataires, d'autre part, donne un droit de contrôle sur la gestion des immeubles et sur les décisions les concernant. De même, en matière de consommation, nous voulons l'établissement de conventions collectives entre les organisations du cadre de vie et les grandes surfaces ; cela en vue d'aboutir à un contrôle sur la formation des prix, la marge commerciale, ainsi que sur la qualité des produits.

Il s'agit d'accroître les pressions « au bout de la chaîne » afin d'élargir les contradictions du système de distribution et développer le mouvement de masse sur la stratégie du contrôle populaire.

La réflexion pour savoir quel type de production nous voulons permettre de résoudre certaines contradictions du mouvement ouvrier, en particulier l'articulation entre le type de production et les problèmes de l'emploi.

T.S. : Peux-tu préciser les avancées du mouvement de luttes sur le cadre de vie que la démarche syndicale a permis.

M.L. : La démarche syndicale constitue une provocation permanente pour les organisations traditionnelles, qu'il s'agisse des associations de consommateurs, de locataires, etc. En effet, comme ce sont des organisations « parcelaires » ; elles maintiennent les luttes dans le cadre du système. Ainsi, en ce qui concerne le logement par exemple, il s'agit, pour elles, uniquement de défendre les intérêts immédiats des habitants et non pas de poser la relation entre coût du logement, type de logement et problèmes du modèle d'urbanisme, de ses liens avec tout l'environnement urbain. Ces organisations parcellaires aboutissent inévitablement à un certain corporatisme et empêchent que le mouvement de masse pose la véritable question : celle du pouvoir. L'avancée essentielle du mouvement syndical, qui se situe clairement dans la perspective du socialisme autogestionnaire, a été de dépasser cette parcellisation dont j'évite de parler, de poser de manière globale, le problème de l'exploitation capitaliste tel qu'il s'exerce sur le cadre de vie. Cela suppose qu'on se donne les moyens d'une stratégie d'unité populaire qui vise à rendre le pouvoir aux travailleurs, dans l'entreprise comme hors de l'entreprise.

Propos recueillis
par J.-F. THORVAL ■



et pourtant elle tourne...

la deuxième mort de Mao Tse-Toung

Entre le « juste milieu » de Mao, soudainement revalorisé, et la floraison d'accusations portées contre les différentes équipes, qui ont été à la direction du PC Chinois depuis vingt ans, le militant socialiste ou communiste s'y perd. Et pourtant...

Il y a quelques années — c'était, je crois, peu de temps après la révélation des activités coupables de l'infâme Lin Piao — une camarade italienne, par ailleurs très estimable, évoquait (sans ironie, hélas !) la « transparence » de la vie politique chinoise. En matière (si j'ose dire) de transparence, les larges masses qui se tiennent fidèlement à l'écoute des événements chinois, ont été gâtées depuis un an...

Avril 1976 : ainsi donc Teng Hsiao-Ping, le premier-vice Premier ministre, successeur désigné de Chou En-Laï, ancien participant des luttes ouvrières de 1926-1927, vétéran de la « Longue Marche », n'était qu'un vil révisionniste, un tenant de la voie capitaliste, incapable, de surcroît, de distinguer un chat noir d'un chat blanc.

Décembre 1976 : ainsi donc, Chiang Ching, veuve de Mao Tsé-Toung, Wang Hong-Wen, l'ouvrier modèle de Changhaï devenu le n° 2 du bureau politique, Chang Chun-Chiao, Yao Wen-Yuan enfin, l'idéologue chargé par Mao de donner le signal du départ de la Révolution culturelle, n'étaient qu'une bande de vermines assoiffés de pouvoir, lançant le pays (tiens : eux aussi ?) vers la voie capitaliste, manipulant pour cela le vieux Mao comme un quelconque guignol ?

Janvier 1977 : ainsi donc Teng Hsiao-Ping, ex-révisionniste, ex-tenant de la voie capitaliste, ex-mauvais zoologue, n'était qu'une pure victime et un héroïque défenseur de la Révolution (et de ses acquis) contre la répugnante « bande des quatre » ? Ainsi donc, contrairement à ce que disent Giscard et Barre en France, le problème de l'emploi (de Teng Hsiao-Ping) est plus important que la question de l'inflation (des insultes proférées à son égard, entre avril et septembre 1976) ?

l'ère de l'après-Mao

Les événements survenus en Chine depuis la mort de Mao Tsé-Toung sont extrêmement révélateurs : même si certains pans du tableau restent flous, une perspective d'ensemble se dégage. Et cette perspective va dans le sens contraire de la ligne définie par Mao ces dix dernières années. Deux signes, secondaires en apparence, le révèlent : d'abord, l'utilisation actuelle de l'œuvre de Mao Tsé-Toung, à travers l'accent mis sur un texte de 1956 — donc

antérieur au « grand bond en avant » et à la « Révolution culturelle », un texte de « juste milieu », centré sur l'entreprise « raisonnable » de la construction du socialisme et d'où sont absents certains grands thèmes de la réflexion de Mao Tsé-Toung, les thèmes les plus « déraisonnables » précisément, ceux de 1957-1959, de 1965-1966, des « Cent Fleurs » et du bombardement du grand quartier général, ceux de la lutte à mener au sein du Parti, contre des dirigeants du Parti, contre la répétition du modèle stalinien. Ensuite, le fait que le *Quotidien du peuple* (le vrai) ait vu figurer en guise d'en-tête, non pas une citation de Mao, mais une citation de Hua Kuo-Feng, fait qui montre que le régime est passé de l'ère de la référence absolue et indépassable, à celle de l'après-Mao.

La bataille politique n'est pas, en effet, terminée. Sa première phase — la plus décisive, il est vrai — est jouée. Mais bien des questions demeurent en suspens.

explosion... et calculs

L'élimination du « groupe des quatre », rondement menée, a surpris bien des « observateurs » — des observateurs médiocres, à vrai dire, qui voici quelques mois à peine nous parlaient d'Hua Kuo-Feng comme du représentant direct des radicaux... Ce groupe des « radicaux » ne pouvait se maintenir au pouvoir que grâce à Mao, et tant que Mao survivrait. Son assise dans le Parti était faible ; s'il disposait du contrôle de « l'appareil idéologique », des moyens d'information, de l'Université (mais non des universitaires, qu'il avait durement réprimés et épurés en 1966-1968), et de certains bastions provinciaux, il ne bénéficiait du soutien, ni de l'armée, ni de l'appareil du Parti, ni surtout des masses.

Reconstruits en dehors de ce groupe, après la Révolution culturelle, composés en majorité d'anciens cadres ayant eu à souffrir des péripéties de celle-ci, les comités locaux et provinciaux du Parti ne pouvaient que lui être hostiles : même installés aux plus hautes fonctions, même complices de la liquidation du mouvement populaire spontané de la Révolution culturelle, Chiang Ching et ses amis ne pouvaient être que les adversaires des cadres inférieurs et moyens du Parti qui constituent la substance de l'appareil du PCC.

Quant aux masses populaires, paysannes et surtout ouvrières, la perspective d'une révolution ininterrompue, d'une lutte permanente contre la bureaucratie et la technocratie peut être « idéologiquement » séduisante. Le problème est que cette perspective, tracée et approfondie par les « radicaux », se traduisait par une politique menée, non pas par les masses, mais en dehors d'elles (par en haut, par le canal du Parti dont l'hégémonie se trouvait maintenue) et même, sur le plan matériel, contre elles. Comment, étant donnée la manière dont elle était menée, cette politique aurait-elle pu être interprétée autrement que comme une accumulation de désordres, d'arbitraire bureaucra-

Chou En-Laï témoignent de cet état de fait. Et Teng Hsiao-Ping, bénéficie aujourd'hui de leurs retombées, auxquelles s'ajoute sans aucun doute, il est vrai, une campagne très froidement orchestrée par de larges secteurs de l'appareil du Parti, ceux qui avaient déjà bloqué, au printemps dernier, son exclusion définitive du PCC, laissant ainsi entrouverte en cas de changement du rapport des forces au Bureau politique, une solution de réconciliation sur le dos des « radicaux » alors dominants.

Cette conjonction entre une explosion spontanée — allant parfois fort loin dans la contestation du régime — et de très rigoureux calculs politiques est l'élément le plus frappant de la

Effigies de membres du « gang des quatre »...



tique, de déplacement autoritaire de populations (des jeunes, notamment), de détérioration du niveau de vie et des conditions de travail ? Ce n'est certes pas un hasard si elle a provoqué un développement impressionnant de protestations de toutes sortes, et notamment de mouvements de grève sévèrement réprimés, toutes considérations « idéologiques » mises à part, et si, face à elle, Chou En-Laï est apparu (à tort ou à raison, cela est un autre problème) comme le garant de l'amélioration des conditions de vie ouvrière et paysanne, à travers la priorité donnée au développement « ordonné » de l'économie.

Alors même que la figure de Mao s'enfonçait dans les limbes, les manifestations populaires d'hommage à

situation actuelle. Quels que soient les résultats, elle pèse déjà lourdement sur les débats de la direction du PCC, et donc sur l'orientation future du régime. Si l'on connaît déjà les principaux traits de celle-ci (remise en ordre du Parti et de l'Etat, primauté du développement économique, reprise d'un « cours » plus traditionnel en matière d'enseignement, etc.), reste à savoir par qui elle sera conduite, au profit de quelles couches dirigeantes, par quelles priorités elle se traduira (industrie lourde et armement ou biens de consommation), quelles modifications apportera-t-elle aux rapports sociaux ? Nous reviendrons prochainement sur ces questions fondamentales.

François TURQUAN ■

un mythe dangereux : la supranationalité

Quelle politique étrangère ? Et qui soit compatible avec le projet socialiste ? Le non-alignement est aujourd'hui gravement menacé : « Super-Yalta », intégration européenne, retour à l'atlantisme...

Le PSU sera-t-il la dernière formation de la gauche française à maintenir les positions qui ont été depuis des années celles des forces populaires en matière de politique extérieure et de stratégie ?

La majorité de la SFIO a été sans doute, dès l'origine, favorable à la politique atlantique. Mais une aile gauche a toujours été sensible à l'incompatibilité entre le système atlantique et la défense d'une politique socialiste. Même quand la plus grande partie de cette aile gauche eut quitté la SFIO pour fonder le PSA (Parti Socialiste Autonome), puis avec nous le PSU, il restait encore dans le parti un courant favorable au non-alignement. Ce courant s'est considérablement renforcé avec le développement du CERES ; il semblait aussi que Mitterrand comprenait que le non-alignement était la seule base d'unité durable de la gauche. Aujourd'hui, bien que l'on ne puisse se fonder sur aucun texte précis, il semble que le désir d'apaiser les susceptibilités américaines l'emporte sur toute autre considération. L'exemple de l'attitude du PC italien, pour lequel le respect de l'OTAN est un moyen de calmer les appréhensions à l'étranger et en Italie même, tend à accentuer encore cette orientation. Et le PC français tient trop à l'Union de la gauche pour résister avec vigueur.

un « super-Yalta » en filigrane

Or, il faut souligner que jamais les circonstances n'auraient été plus favorables à l'adoption d'une politique étrangère « non-alignée ». Les révélations sur les interventions du gouvernement américain dans le tiers monde, que ce soit par la CIA ou par d'autres voies, et sur la responsabilité de Washington dans la mise sur pied et le maintien des régimes de tortionnaires qui sévissent dans tant de pays, de l'Iran au Chili, ont frappé l'opinion autant que les nouvelles sur la répression contre les dissidents soviétiques, les démocrates tchécoslovaques et les ouvriers polonais. Sur le plan de la défense, on commence à savoir que, de l'avis des meilleurs experts internationaux, ce sont les pays indépendants des pactes, comme la Suède, la Yougoslavie et la Suisse, qui sont le mieux capables de s'opposer à une invasion : parce que leurs peuples savent pourquoi ils se battraient. Enfin, le rapprochement

américano-soviétique et le « super-Yalta » qui se dessine ainsi en filigrane sur la carte du monde, font apparaître le Pacte atlantique et le Pacte de Varsovie pour ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être : avant tout, des systèmes de répression intérieurs aux blocs, permettant à chaque super-puissance de dominer ses alliés, sous prétexte de défense vers l'extérieur.

Le retour à pas feutrés dans le système atlantique est caractéristique de la « normalisation » de la V^e République. L'anomalie constituée par l'esprit d'indépendance de De Gaulle ne correspondait à aucun sentiment largement répandu de la classe dirigeante française et ne pouvait donc subsister longtemps après la disparition du général. Pour la gauche, l'indépendance, au contraire, est synonyme de survie.

L'accélération de l'intégration européenne, avec l'élection prochaine d'un Parlement au suffrage universel est une autre face de la même évolution. Malgré toutes les assurances destinées à rassurer les naïfs, notamment celles données par le Conseil constitutionnel, il est évident qu'il s'agit là d'un mécanisme entraînant rapidement vers un pou-

voir supranational et la mise en tutelle du gouvernement français. Nous ne sommes, au PSU, nullement hostiles en principe à la supranationalité, mais il ne faut pas prendre des vessies pour des lanternes. Sous prétexte d'internationalisme, il s'agit en fait de rendre impossibles certains développements en Europe du Sud, et d'abord en France et en Italie. L'ensemble de la classe dirigeante européenne, les partis conservateurs de toutes nuances, les milieux financiers et industriels les plus importants, les mass media et tous les autres secteurs de ce que les Anglais appellent « l'Establishment », sont d'accord avec le gouvernement américain et les compagnies multinationales, avec la social-démocratie allemande et une bonne partie du Labour party britannique, pour empêcher toute participation au pouvoir des communistes en France et en Italie et donc pour y rendre le succès de la gauche impossible. Nous n'avons pas à considérer cela comme une hypothèse : des déclarations précises nous en ont informés.

normal... aberrant... dangereux...

Il suffit de le savoir pour comprendre que ces forces vont accélérer la mise en place des organismes supranationaux, et qu'une fois cette Europe supranationale installée, elles ne reculeront devant rien pour empêcher le succès du Programme commun, ou pour le saboter si on n'arrive pas à empêcher la victoire électorale de l'Union de la gauche. L'exemple du Chili, l'exemple plus subtil du Portugal, suffisent à faire entrevoir ce qui nous attend. Il est clair que si l'on veut changer le régime que nous subissons actuellement en France et en Italie, il faut être certain d'avoir au moins *plusieurs années sans supra-*

nationalité, le temps de consolider le pouvoir de la gauche à Rome et à Paris. Penser, comme le font d'aimables analystes de scrutins, que la carte électorale prouve que la gauche serait majoritaire dans un Parlement européen, est proprement utopique : pour les questions importantes comme celles dont je viens de parler, les différents partis étiquetés comme étant « à gauche » ne peuvent s'additionner — alors que l'alliance pro-américaine et anticommuniste constitue, elle, un tout additionnable. Que M. Giscard d'Estaing pousse à l'élection du Parlement européen est normal, que le parti socialiste fasse de même est aberrant, que le parti communiste se laisse ligoter par la solidarité du Programme commun est dangereux : si ce Parlement est élu, il n'y aura pas de Programme commun, ou bien très rapidement, il n'y en aura plus.

une stratégie absurde

Une dernière grande question sur laquelle la gauche était à peu près unanime il y a une dizaine d'années est celle de la stratégie. Il est vrai que l'opposition du parti socialiste à l'armement nucléaire était, à l'époque ambiguë ; chez certains, cela reflétait l'hostilité américaine contre la stratégie gaullienne. La tendance de gauche, qui s'est développée à l'intérieur du parti socialiste, a repris en compte pour une part cette stratégie, et retrouve ainsi, pour des raisons différentes, les éléments simplement chauvins du parti et ceux qui sont favorables à un armement nucléaire français — mais à l'intérieur du système atlantique. Le parti communiste, toujours pour les mêmes raisons de solidarité, hésite, et certains de ses porte-parole se sont laissés aller, eux aussi, à approuver le maintien de la force de frappe en dépit des

Le nouveau palais de l'Europe qui accueillera 410 députés au Parlement européen.



Photo AFP

Egypte : le coup de semonce

Rien ne va plus au pays du Raïs El Sadate. Les émeutes des jours derniers n'ont pu être contenues qu'au prix d'une répression sanglante et de nombreuses arrestations. La thèse officielle du soulèvement orchestré de l'extérieur ne convainc même pas leurs auteurs — et pour cause. En revanche, la dégradation de la situation économique et sociale, elle, pourrait bien expliquer la colère populaire.

Le 18 janvier, des milliers d'ouvriers et d'étudiants égyptiens descendent dans la rue ; face à l'intervention brutale et sanglante des forces armées, les émeutes dureront trois jours et embraseront l'Égypte entière, d'Alexandrie à Assouan. Pour la première fois en Égypte, le chef de l'État est directement pris à parti, sa démission est réclamée, son incapacité, sa politique pro-impérialiste et la corruption de son régime dénoncées.

Le couvre-feu est décrété dans les principales villes et l'armée a officiellement ordre de tirer sans sommation sur tout attroupement. Bilan officiel : 80 morts, plus de 800 blessés et près de 2 000 arrestations.

L'étincelle qui a mis le feu aux poudres a été le décret pris le 17 janvier par le gouvernement, à la requête insistante des États-Unis, de diminuer les subventions de l'État concernant divers produits de première nécessité. En fait, le feu couvait depuis longtemps. Déjà l'armée intervenait en mars 1975 à Mehalla el Kobra contre une manifestation ouvrière ; lors des élections législatives d'octobre-novembre 1976, de nombreux affrontements faisaient

plusieurs dizaines de victimes et, plus récemment, début janvier 1977, de violentes émeutes éclataient près du Caire, dans la ville de Beyala, écrasées par l'intervention de l'armée et suivies d'un couvre-feu d'une semaine.

L'enjeu de la lutte qui se déroule

Les pyramides de Guizeh : les gloires du passé n'effacent pas la misère du présent.

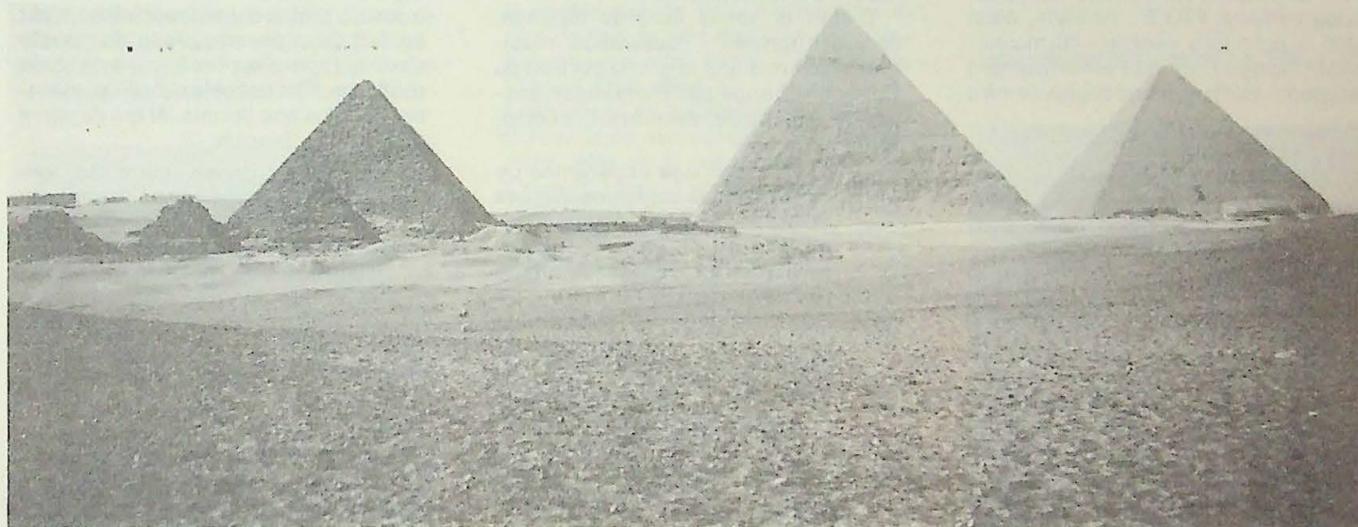


Photo Besson.

positions relativement claires prises dans le texte du Programme commun.

Il faut répéter qu'il s'agit là pour la gauche d'une stratégie absurde. Toute la thèse de la « mini-terreur » fabriquée par les stratèges gaullistes pour prouver qu'avec quelques dizaines de mégatonnes il est possible de faire échec à des milliers de mégatonnes, repose sur des raisonnements spécieux que personne d'autre dans le monde n'accepte. S'il en était autrement, un État comme l'URSS, dont l'économie est gravement handicapée par le poids de la course nucléaire, se contenterait d'un armement moindre. En réalité, les dégâts, si graves soient-ils, que peut infliger à l'adversaire la force de frappe française ne sont pas décisifs, alors que toute riposte peut anéantir tout ce qui vit dans notre pays. L'adversaire est donc fondé à estimer que toute menace atomique française est un bluff, et si, comme il est prévu dans la stratégie française, nous utilisons ces armes les premiers, au cours d'une guerre classique, alors nous serons « le coupable » devant toute l'opinion mondiale, et personne

ne pourra venir à notre secours. Toute grande puissance nucléaire est donc autorisée à négliger cette dissuasion qui n'en est pas une, puisqu'au cas même où l'état major français prendrait une attitude suicidaire, une telle attaque « préventive » française renforcerait la position internationale de l'adversaire.

Ces arguments sont valables aussi bien en cas de défense vis-à-vis de l'Ouest que vis-à-vis de l'Est, si l'idée que la force de frappe pourrait défendre le socialisme français contre le capitalisme mondial est aussi absurde que l'autre.

Sans Europe supranationale, sans Pacte atlantique et sans armement nucléaire, des pays comme la Suède et la Yougoslavie poursuivent dans le monde une politique internationale indépendante, leurs populations ne se sentent pas plus en danger que les nôtres. Est-il trop tard pour espérer que nos concitoyens, et spécialement les dirigeants de la gauche française, cessent de se laisser bernier par des mythes ?

Claude BOURDET ■

aujourd'hui, en Égypte, n'est ni plus ni moins que l'avenir de l'ensemble de la stratégie dite de « normalisation » du Moyen-Orient, mise au point par les États-Unis en accord avec les principaux régimes réactionnaires arabes. La pièce maîtresse de cette stratégie est en effet la stabilisation de la situation sociale en Égypte et le renforcement de la politique pro-occidentale de Sadate.

Dans cette perspective, la guerre d'octobre 1973 avait essentiellement pour but de renforcer le régime égyptien face à un mouvement populaire profond, né de la lutte anticolonialiste et qui progressivement se radicalisait en un affrontement de classes. Seul un régime fort pouvait, en effet, imposer, non seulement les accords capitulaires du 1^{er} septembre 1975 avec l'État sioniste d'Israël, mais aussi la liquidation des acquis sociaux et économiques de la classe ouvrière égyptienne.

Considérablement renforcé sur le plan intérieur par la guerre d'octobre 1973, qui faisait de lui le « héros de la

les investisseurs les plus téméraires.

Les quelques deux ou trois milliards de dollars prêtés par les États-Unis et les États pétroliers du Golfe (sur les 12 milliards demandés par Sadate) se retrouvent dans les poches d'une minorité gravitant autour du pouvoir et ne font qu'accélérer le processus de pourrissement du régime. Le résultat sur le plan économique est un taux d'inflation annuel de l'ordre de 30 % depuis 1974, la chute de la production nationale, un déficit dramatique de la balance des paiements (6 milliards de dollars pour 1975 alors que le produit national brut est d'environ 7 milliards de dollars) aggravé par un budget militaire considérable, une dette extérieure estimée à près de 14 milliards de dollars fin 1975 et dont le remboursement accapare, chaque année, 40 % du PNB. Sur le plan social un chômage considérable, un étalage insensé de richesses de la part de quelques-uns et une misère accrue pour l'immense majorité, y compris la couche des petits et moyens fonctionnaires : le loyer de

traversée du Canal», Sadate allait avoir momentanément les mains libres. Dès le 7 novembre 1973, il rétablit les relations diplomatiques avec Washington, il engage des négociations unilatérales avec Israël qui, de concessions en reculades, aboutissent aux accords du 1^{er} septembre 1975. Des relations privilégiées se nouent avec l'Arabie Saoudite, l'un des pays les plus moyenâgeux de la région et entièrement à la solde de l'impérialisme américain.

un pari stupide

Parallèlement, sur le plan social, une offensive en règle est menée contre le secteur public et la sécurité de l'emploi, offensive qui se traduit actuellement par une diminution considérable de la production de ce secteur et un chômage accru. Des appels pressants sont adressés aux investisseurs étrangers qui sont invités à venir exploiter la force de travail égyptienne disponible. Mais les contradictions du régime, la désorganisation de l'économie égyptienne, la corruption érigée en institution et le refus populaire croissant font reculer

nombreux appartements meublés dans les quartiers résidentiels dépasse 700 ou 800 livres par mois, alors que le salaire moyen est d'environ 15 livres, celui d'un universitaire d'environ 100 livres en fin de carrière.

La restitution des terres séquestrées sous Nasser à leurs anciens propriétaires et l'expulsion, en général brutale, des paysans qui les cultivaient rendent encore plus précaires les conditions de vie de la majorité des paysans, sans parler de certaines conséquences écologiques du Haut Barrage d'Assouan auxquelles aucun remède n'est apporté et qui ont pour effet d'appauvrir les sols, voire de rendre incultivables des terres auparavant très fertiles.

Dans ces conditions, miser sur la stabilité sociale en Égypte est un pari stupide. Si la férocité de la répression s'explique par l'importance de l'enjeu, elle n'en sonne pas moins le glas d'un régime corrompu et, à travers lui, de l'ensemble de la stratégie impérialiste au Moyen-Orient si patiemment tissée par M. Henry Kissinger qui aura reçu, au dernier jour de ses fonctions, le cri d'adieu du peuple d'Égypte.

Omar EI MOUSTAPHA ■

les armes de la critique

Jean-Pierre FAYE :
« Créer, c'est d'abord prendre un pouvoir qui est en nous. »

Le collectif « Change » vient de tenter une expérience originale : sortir des « formes » du langage pour rendre « visibles » les rapports sociaux.

T.S. : « Change » (1) vient d'être présent à Amiens, par des débats, des lectures de poèmes et de prose, des réalisations musicales, une exposition de peinture. Des liens, des échanges s'y sont manifestés entre poésie peinture musicale. Quelle est votre manière propre de les lier, et en quoi est-ce que cela transforme vos pratiques ?

Jean-Pierre FAYE : Amiens, c'est donc la première « sortie » du mouvement *Change* hors de l'enfermement parisien... Et nous avons voulu y rendre

pense que le peintre italien Parisot travaille *sous* la couleur comme Titus-Carmel « en dessous » du dessin. Et quand Jean-Yves Bosseur a projeté, parmi ses partitions musicales dessinées, un morceau de dessin de Titus, pour le transformer en musique, quelque chose s'est passé de tout à fait nouveau pour nous — et pour le public. Bien des témoins rapportent à quel point un contact extraordinaire s'est établi, à cet instant-là.

C'était la sortie *hors* du langage, dans les formes — dessinées, musicales. Je crois que le grand portrait du Collectif *Change* par Fromanger, suspendu à l'entrée, annonçait précisément cela.

T.S. : Dans une expérience de cet ordre, les catégories figées éclatent : poésie, roman, critique, peinture figurative, peinture abstraite, musique tonale (harmonique) musique concrète, etc. La subversion n'est plus simplement de « faire le contraire » de l'art bourgeois, mais de trouver de nouvelles formes d'invention. Qu'est-ce que la « création » pour le mouvement « Change » et le transformationnisme ? (3)

J.-P.F. : Faire éclater les catégories figées, c'est vraiment ouvrir des énergies, faire couler la fraîcheur. Ouvrir les pouvoirs « créateurs » du langage, pour ainsi dire censurés par l'ère structuraliste, d'où nous sortons enfin : celle des adorateurs du « Texte »... Voilà — le langage humain est créateur, il *invente l'histoire*, à travers ses luttes, son poids économique, ses guerres de classes, ses mouvements de libération et ses solitudes. Pour toucher la zone où ça s'invente, il faut sonder le sol, il faut atteindre les niveaux dangereux par lesquels nous sommes portés, tout comme le plateau tournant sur la scène peut *emporter* les comédiens, comme dans les mises en scène de Brecht au « Berliner Ensemble », dans *Arturo Ui* par exemple, qui rend montrable « l'ascension résistible » d'Adolf Hitler. Le langage invente aussi les pièges de l'Histoire, y compris le fascisme, ou le 25 novembre 75 au Portugal — *au-dessous* des pieds des acteurs.

Le langage humain crée de l'Histoire, y compris malgré nous, ou à notre insu. Y compris « le mauvais côté de l'Histoire », dirait Engels. Nous faire toucher les nappes profondes où ça se passe, où ça crée, où ça piège, c'est chose dangereuse et violente. C'est tout près de la sexualité, c'est presque elle — mais au niveau de la pensée en

même temps. D'où les réactions de refus, de « veux-pas-savoir » (dans la presse, chez les éditeurs, les détenteurs de mass media, etc.). Plonger en ça qui invente en nous — c'est le transformationnisme. C'est le mouvement du change.

T.S. : Quel impact, quelle efficacité tu accordes à la création culturelle ? (« A quoi ça sert ? » comme disent les philistins-béotiens-bourgeois-staliniens.)

J.-P.F. : Oui, à quoi ça sert — « l'art », ses « formes » ? Ça sert à apprendre un pouvoir qui est en nous. Que toute la pesanteur de l'oppression sociale s'efforce d'abolir. Ça sert à apprendre à « créer ». A inventer une histoire nouvelle. A apprendre à *voir* les rapports sociaux invisibles et faussement « transparents » : à les rendre aussi *visibles* que la peinture. En ce sens-là justement, Mallarmé a écrit cette phrase étonnante à propos de Manet : les peintures impressionnistes *disent* un fait nouveau, « la participation du peuple à la vie politique en France », ce peuple « jusque là ignoré » (4). Cette peinture que le public trouvait d'abord insupportable, c'est en fait l'entrée en masse du peuple *dans le regard* sur les formes de la vie moderne. Et c'est cela qui a lieu, maintenant plus que jamais, et qui se verra plus tard — bientôt.

T.S. : Quelles sont les raisons de la méconnaissance, sinon de l'ignorance, dans lesquelles sont maintenues la littérature et l'art, aujourd'hui ?

J.-P.F. : En d'autres lieux, où la vie quotidienne est plus directement menacée, tout cela devient soudain très évident, très sensible. Le lien avec

« l'art » se change en question de vie et de mort, de survie ou de disparition. Ainsi au Québec, où l'œuvre poétique de Miron joue un rôle central dans la lutte pour la souveraineté du peuple québécois, à chaque instant en danger de perdre son identité. En Amérique latine, là où les forces de répression tuent à vue, chaque jour. Un écrivain comme Cortazar, s'il pouvait y retourner, serait accroché par ses lecteurs dans la rue.

Dans ce danger, s'accrocher au pouvoir de langage, c'est se mettre en état de vie.

Propos recueillis
par Christine CARLIER ■

(1) Mouvement autour de la revue qui porte ce nom.

(2) Pour laquelle les catégories d'« abstrait » ou de « figuratif » importent peu. Lui importent seuls les changements internes du tableau, le geste qui crée le mouvement, le passage d'un état (de la couleur, du trait...) à un autre, les aventures du parcours (ce qui se passe entre les tableaux) et les effets que cela produit dans la visibilité, dans le regard. (Note de C. Carlier.)

(3) Ce terme apparemment barbare ne désigne pas une théorie déjà constituée mais un terrain mouvant, en perpétuel « change » où se rencontrent la linguistique nouvelle (avec Noam Chomsky), l'exercice de la poésie et du récit de fiction, et ces autres récits, qui jouent aussi de la fiction, que constitue la trame des langages idéologiques. Le transformationnisme, c'est la tentative pour penser ensemble des enjeux aussi différents, mais qui se recoupent en certains points dangereux : cette capacité qui nous permet d'inventer des « romans » et de trouver plaisir à s'y laisser « prendre », est celle-là même qui rend possibles et efficaces les plus invraisemblables mystifications idéologico-politiques. (Note de C. Carlier.)

(4) *Change* 26 « La Peinture », p. 193 et *Change* 29 « Le sentiment de la langue », p. 70-72.

la fonction du pionnier

Comme l'ancien Centre dramatique de l'Est, le Théâtre national de Strasbourg, qui, sous statut différent, le prolonge, a en Alsace une fonction pionnière.

En 1946, le CDE devait promouvoir la culture française dans une région occupée quatre ans par les Allemands. Aujourd'hui, le problème est plus subtil. Théâtre national français, le TNS doit toujours prendre en compte, au moins en imagination, tout le répertoire français de Rutebeuf à Michel Deutsch. Mais, le prenant en compte, il se réserve aujourd'hui le droit de l'interroger. Sous le regard de cette Alsace avec laquelle la nouvelle équipe du TNS, groupée autour de Jean-Pierre Vincent, a choisi de travailler, mais non pas superficiellement en lui apportant des produits brillants de ce que certains ici appellent le « colonialisme officiel » ; il s'agit bien plutôt de voir comment la culture française fonctionne, de la mettre à plat, pour ainsi dire. Depuis deux ans, le TNS dans sa totalité — théâtre et école — est devenu une vaste interrogation sur le théâtre lui-même, son sens, son objet, et sur le pouvoir des formes.

L'importance de cette opération-vérité ne saurait échapper. Essentielle pour l'équipe et pour les élèves-comédiens, qui ont besoin de com-

prendre si l'instrument dont ils se servent peut être un moyen de transformation sociale, inestimable en France pour tous ceux qui réfléchissent aux rapports de l'art et de la société, cette opération-vérité, qui refuse de faire plus longtemps de la culture française une vitrine publicitaire, est essentielle aussi pour l'Alsace. « Il ne s'agit plus, dit Jean-Pierre Vincent, d'alimenter l'institution artistique, mais de la transformer. »

Or, dans cette transformation, qui se fait en acte, spectacle après spectacle, les Alsaciens peuvent trouver les éléments d'une réflexion sur ce que peut être la culture fondée sur le bilinguisme qu'ils souhaitent développer. *Le Misanthrope*, le dernier et très beau spectacle de Vincent, le plus fort par l'analyse de ceux qui sont actuellement joués en France, ne montre-t-il pas un noyau de gens actifs (la noblesse de campagne après la Fronde) « colonisé » par un nouvel art de vivre ?

A côté du théâtre institutionnalisé, des initiatives plus directement en contact avec la population se multi-



Photo Françoise Claire

très palpable ce qui se fait parmi nous. Neuf peintres, trois musiciens étaient là, avec nous.

Au centre de cet ensemble, je vois la salle Giacometti : là était présent le groupe des quatre — Titus-Carmel, Meurice, Le Gac, Toni Grand. Trois peintres et un sculpteur. Au moment d'entrer dans la salle, très sombre, éclairée par ses murs — des projecteurs sur rail les illuminent — quelque chose se faisait visible, le mouvement de cristal de la *peinture transformante* (2). Les transformations éclatantes qui passent entre les dessins de Titus-Carmel ; les foyers de lumière qui s'allument dans les couleurs de Meurice ; l'anti-peinture ironique de Le Gac et les grands bois *aboutés équarris* de Grand : arbres, courbes. C'est ça qui s'est montré, là, pour la première fois réuni ainsi, dans cette cohérence éclatante et destructrice, et qui s'est collectivement discuté, dans la salle, au milieu des tableaux. Puis hors de la salle, le long du « serpent » qui conduit au Petit Théâtre : avec Parisot, Planet, les prodigieux portraits de Getzler. Je

« années sans suite »

« On trouvera ici le témoignage d'un homme nullement prédestiné, mais pris dans une tourmente, brutalement conscient d'un désastre et qui essaye de rendre à sa vie un sens ».

Le livre (1) est bien, comme l'a voulu Roger Pannequin, un témoignage « d'en bas ». Mais il est aussi celui d'un homme qui a connu, de l'intérieur, la vie du PCF, qui a participé à sa direction et qui est bien décidé à ne rien dissimuler de son expérience politique. C'est ce qui donne à son témoignage toute sa dimension.

Ami, si tu tombes, c'est le récit des quatre années de résistance de Roger et de ses camarades du Pas-de-Calais. En 1940, Roger Pannequin est un jeune instituteur socialiste qui a des sympathies pour Marceau Pivert. Spontanément dressé contre l'occupation et le régime de Vichy, il se tourne très vite vers les communistes qui, dans sa région, sont les résistants les plus actifs, en dépit du pacte germano-soviétique et de la ligne officielle qui, à cette époque, dirige les coups contre Vichy mais non contre les nazis. « Elle est là leur erreur », disait à Roger, Jean Hapiot, jeune dirigeant communiste de Lens, qui sera arrêté dans des conditions restées obscures et fusillé par les Allemands. « Ils ne comprennent pas qu'il faut tuer le maître avant de tirer sur les chiens. »



L'analyse politique est ainsi constamment mêlée au récit de Pannequin. Et quel récit ! Il en est peu qui donnent une image aussi vraie de ce que furent ces années de lutte. La résistance, et Roger Pannequin le montre avec beaucoup de clarté, ce fut d'abord une technique de l'illégalité, un dur apprentissage des méthodes de vie et de lutte clandestines sans lesquelles il aurait été impossible de survivre, la mise en place d'un réseau de liaisons, de « planques », de systèmes de récupération de matériel d'imprimerie et d'armes. A partir de là s'organisent le travail d'information et de propagande et les premières actions : sabotage de voies ferrées, de pylônes, jusqu'aux attaques de convois allemands. Le groupe de Pannequin, entraîné par des hommes d'une qualité exceptionnelle, comme Charles Debarge, est d'une remarquable efficacité.

Mais en dépit de toutes les précautions cette guerre de l'ombre coûte cher et nombreux sont les camarades de Roger qui périront fusillés par les Allemands dans les fossés d'Arras.

Roger Pannequin « tombe » une première fois en mai 1942. Affreusement torturé par les gestapistes français, condamné à quinze ans de réclusion par les fameuses « sections spéciales » il est désigné comme otage et, « mort en sursis » pendant plusieurs mois, il réussit une évasion sensationnelle. Repris deux ans plus tard, il est « libéré » pendant un transfert de police par un groupe FTP.

Il y a plusieurs façons de lire ce

livre. On peut le lire comme un extraordinaire récit d'aventures vraies. On peut aussi, et c'est à quoi nous incite l'âpre préface de Roger Pannequin, y chercher une explication politique de cette période. Pourquoi, de « la France libérée et communiste » dont rêvait Charles Debarge et tant de ses camarades fusillés, l'objectif se réduisit à « la France libérée », puis à la « France forte et indépendante ». Pourquoi est-ce, finalement, une bourgeoisie qui s'était si largement compromise en 1940 et qui pesa si peu dans la résistance intérieure, qui l'emporta si aisément à la libération ?

la lucidité pas l'illusion

Pour Roger Pannequin, tout cela était déjà inscrit dans les rapports de force que Staline avait créés en faisant massacrer inutilement la moitié de son armée. « Il ne pouvait désormais s'en sortir qu'avec l'aide des puissances capitalistes. Il restait à leur merci. Pour obtenir leur aide, il donna des garanties. Bien avant que la conférence de Yalta n'officialise un état de fait, le sort des ouvriers révolutionnaires de toute l'Europe de l'Ouest était réglé. »

Même si la lucidité laisse un goût d'amertume aux acteurs de cette histoire, elle vaut mieux que l'illusion. On peut rêver à ce qu'aurait apporté la libération dans des conditions politiques différentes. Il n'est plus possible de se leurrer sur les perspectives qui s'ouvraient à une résistance que les appareils politiques avaient réussi à contrôler étroitement, aussi bien ceux qui étaient liés aux puissances de l'Ouest que ceux qui relevaient de la III^e Internationale.

Au bilan du stalinisme, Pannequin nous le rappelle, il faut verser cette faillite politique de la résistance. Aux mythes consolateurs, il a le courage de préférer la vérité, si dure soit-elle aux survivants. « Années sans suite », tel est le titre que Roger Pannequin a choisi pour la série de témoignages politiques dont *Ami si tu tombes* est le premier et dont nous sommes nombreux à attendre le prochain avec impatience.

Victor LEDUC ■

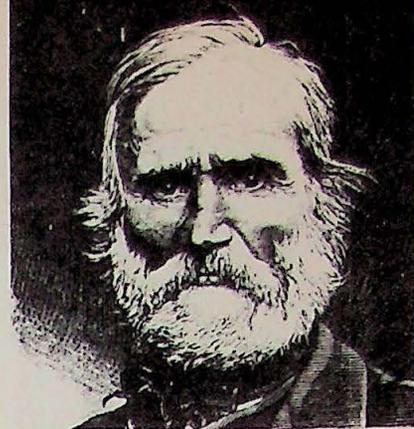
(1) Roger Pannequin, *Ami si tu tombes*, Paris, éd. du Sagittaire, 1976, 380 p., 47 F. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Blanqui, l'insurgé

Marx a dit de lui qu'il fut « la tête et le cœur du parti prolétaire en France ». Cet autre jugement de Samuel Bernstein sur Auguste Blanqui « un socialiste sentimental et un romantique de la politique, démangé par le besoin d'agir ».

Sa vie, en tout cas, fut totalement consacrée à la Révolution sociale : soixante-seize années de son existence dont trente-trois en prison.

Son entrée en politique débute en pleine révolution industrielle, au moment où le prolétariat commence à s'organiser. Au sein des sociétés secrètes il joue un rôle de premier



plan, puis dans les clubs et à la Société républicaine centrale en 1848. C'est l'époque où commencent à fleurir les idées socialistes voire communistes (Cabet), alors que le peuple lutte contre la monarchie pour la république.

Blanqui n'était nullement marxiste. Il est intéressant de (re) lire en parallèle « les luttes de classes en France 1848-1850 » de Marx avec ce livre d'Alain Decaux. Faisant uniquement confiance à une avant-garde décidée qui susciterait l'embrasement insurrectionnel ; il n'a pas assez accordé d'importance au mouvement de masse et à la lutte de classes. Mais il a pressenti nombre de problèmes encore cruciaux : l'armée, le rôle des tendances, le mouvement étudiant allié aux travailleurs.

Maurice Domanget avait fait un énorme travail sur Auguste Blanqui. Le livre de Decaux a surtout le mérite de rendre son histoire plus abordable.

Blanqui l'insurgé d'Alain Decaux, librairie académique Perrin. Les luttes de classes en France 1848-1850, Karl Marx, Editions sociales. Blanqui, de Maurice Domanget EDI.

un monde de vieux

La science-fiction vient de doubler au poteau le roman policier, selon un récent sondage SÔFRES. Il s'agit maintenant d'un phénomène de masse qu'il convient d'analyser. *Tribune socialiste* va vous brancher de temps en temps sur quelques livres qui valent le détour. Par exemple, *Barbe-Grise* d'Aldiss (1). Quelques années après un cataclysme nucléaire, la race humaine se retrouve sénile et gâteuse au milieu d'une nature qui recommence à se développer librement. Un monde de vieux, stérilisés par l'atome (EDF nous aurait donc menti ?) où Barbe-Grise se promène dans les ruines et philosophe. Aldiss n'est pas loin de penser qu'il vaut encore mieux une disparition temporaire de l'homme plutôt que la perpétuation des multinationales et de la pollution généralisée. D'autres formes de vie sont possibles, « les loups, les singes et l'écorce des arbres ».

Un roman écologique où l'auteur griffe au passage les militaires responsables de la catastrophe et ceux qui voudraient bien réorganiser une société centralisée pour les survivants, comme dans les pires films-catastrophes américains. Une critique virulente de la société occidentale technicienne fascinée par « l'orgasme des machines », où la guerre est entretenue par la minorité au pouvoir qui peut ainsi maintenir la production industrielle, justifier les sacrifices de la population et ralentir l'inflation. Une analyse de l'économie de guerre, on ne trouve pas ça dans le dernier Goncourt ! Un roman important par l'auteur d'une immense fresque du XXI^e siècle fou, *L'heure de 80 minutes* (Calmann-Lévy).

Bernard BLANC ■

(1) Brian W. Aldiss, *Barbe-Grise*, Paris, Denoël, 1976.

pliant. Tandis que certaines troupes restent étroitement liées au TNS, dont elles font partie ou sont issues, d'autres, nées plus spontanément, jouent en alsacien. Cela ne signifie pas que l'action politique qu'elles défendent puisse se passer d'une réflexion dans le domaine des formes. Les dangers qu'elles courent sont, en effet, nombreux : faire porter une action militante actuelle par du vieux théâtre ; laisser son propos s'enliser dans le sentimentalisme, la résurgence de la langue alsacienne pouvant ne servir qu'à se tapir au chaud dans le souvenir de la vieille Alsace...

Là aussi, la réflexion en acte du TNS, la plus poussée qui soit actuellement, est un facteur essentiel d'efficacité. Encore faut-il que Jean-Pierre Vincent voit son contrat renouvelé par l'Etat en décembre prochain et que lui soient donnés les moyens indispensables à la poursuite de son action.

Cela, c'est aux forces les plus conscientes de la région à le revendiquer, si elles se rendent compte de ce qu'elles peuvent attendre de lui et de son équipe.

Dominique NORES ■

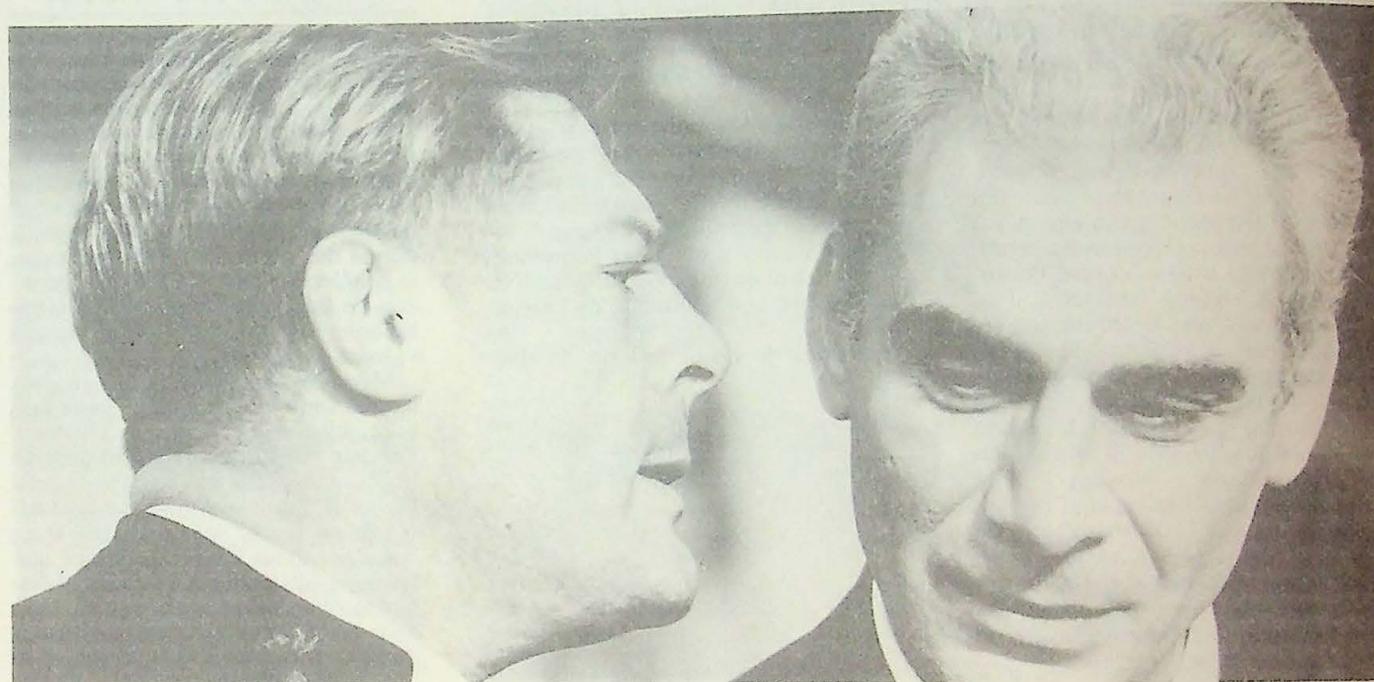
une Italie tachée de sang

Elio Petri — le cinéaste de *Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon* — ne cache guère son jeu avec *Todo Modo*. Son film, véritable flèche lancée contre la Démocratie chrétienne de l'Italie actuelle, porte le poison au plein cœur d'un monde en place depuis plus de trente ans.

La satire de Petri n'ouvre pas la porte aux ambiguïtés ; c'est l'attaque qui est ici recherchée, sans aucun effort de dissimulation. *Todo Modo* est une accusation aiguë et acérée sur les moyens utilisés par le parti en place pour demeurer l'institution souveraine de l'Italie. Inévitablement, c'est un film de parti pris, manichéiste... Mais c'est le jeu choisi par le réalisateur ; il nous est toujours possible de l'accepter ou de le rejeter.

L'« action » de *Todo Modo* est un huis clos : plusieurs personnages de la Démocratie chrétienne (dont un certain Monsieur M., incarné par Gian-Maria Volonte, et qui est le double de Aldo Moro, leader actuel du parti mis en cause) sont réunis pour une « retraite » proposée par quelques hauts dignitaires de l'église. Enfermés dans un bunker souterrain (importance considérable de ce très beau décor), ils sont soumis à des « exercices spirituels » inspirés de la casuistique d'Ignace de Loyola, fondateur, au XVI^e siècle, de la Compagnie de Jésus et se retrouvent petit à petit prisonniers de cet univers inquiétant dont ils sont, finalement, les complices...

Confrontés les uns aux autres, les hommes politiques vont d'abord s'entredéchirer pour des motifs person-



nels avant de s'enfoncer dans la tragédie.

Coincés dans le béton, les hauts dirigeants de la Démocratie chrétienne deviennent des pantins habilement maniés par le prêtre Don Gaetano (Marcello Mastroianni) qui cherche à les détruire en les poussant au psychodrame.

Le jeu de l'Eglise et du pouvoir mènera jusqu'à la mort : les cadavres envahissent l'écran ; les notables disparaissent les uns après les autres mais, jamais, nous ne connaissons le meurtrier... Peut-être parce que ce n'est pas un homme, un être de chair — mais une institution ; un pouvoir qui irait de lui-même à sa perte.

Monsieur M., lui-même, sera assassiné. L'Italie des soutanes, des signes de croix et des sévères costumes de l'actuel pouvoir est tachée de sang. Quand s'arrêtera ce massacre ? Petri n'apporte pas de réponse à cette question, il se contente de poser un scalpel sur le corps déjà vieux d'une machine infernale encore en action. Et d'appuyer.

Très librement inspiré du roman de Leonardo Sciascia, *Todo Modo*, pamphlet sans nuances, réussit l'impossible pari d'être à la fois analytique et lyrique, surréaliste et violemment actuel.

Fabian GASTELLIER ■

la chasse aux gêneurs !

Il semble que la période actuelle soit une période d'incitation au découragement, certains dérangent dans tel ou tel domaine. Ton film « Le Shériff » dérange, Boisset, sûrement, entre autre par sa forme populaire qui lui permet de toucher le grand public.

La réalisation et la diffusion de ton film correspondent bien à la démarche du pouvoir actuel, d'abord autorisé par un gouvernement dit libéral (autorisation, visa de censure), celui-ci envoie ensuite ses « chiens policiers » à l'assaut comme il l'a déjà fait pour le *Parisien libéré*, pour les réfugiés basques assignés arbitrairement et toujours prisonniers à l'île d'Yeu. Ici on lâche le SAC.

Dans les motivations de tes quelques sons et images censurés, qui concerne exclusivement le SAC, on mentionne que le préjudice, difficilement réparable, invoqué par le SAC, provenait essentiellement de la « diffusion et de la puissance évocatrice du film », c'est-à-dire de l'impact de l'image. Il en découle un nouveau danger pour le cinéma même. Giscard, président qui a aboli la censure officielle, a trouvé une nouvelle forme de censure : la censure judiciaire et ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'elle sévit sous son règne (« quand

tu disais Valéry » : quatorze secondes d'images censurées par le tribunal de Saint-Nazaire, au profit d'un patron). Le pouvoir, ses gens ou ses alliés ont sûrement de bonnes raisons de relayer la façade du SAC et de lui redonner une bonne image avant les prochaines élections.

Tu viens de démontrer, Boisset, qu'une fois de plus le cinéma était une arme du pouvoir et qu'il entend la garder (il ne cherche pas à savoir si des groupements ou des personnes se trouvent outragés dans les films sur Entebbé et on les diffuse tels quels). Comme tu le dis, à juste titre on se plaint, qu'en France, on n'arrive pas à réaliser des films qui vont aussi loin sur des faits comme « l'Affaire Mattei » ou « les hommes du président ».

Alors continuons la lutte, pour que le cinéma devienne une arme efficace.

J.-M. DAGONEAU ■

LE CINEMA « LA PAGODE »

organise une semaine
de cinéma antinucléaire
du 2 au 8 février

Le 3^e cri, de I. Niddam + débats

Le dernier rivage, de S. Kramer

Hiroshima mon amour, de A. Resnais

Minamata, collectif

Kashima Paradise, de Y. Le Mossou

Condamné à réussir, CFTD + débats

Arsenal : le commerce des armes, Seuil-Audiovisuel

Mets pas tes doigts dans ton nez,
ils sont radioactifs, Iskra

Et peut-être d'autres...

Cinéma « La Pagode », 57 bis, rue de Babylone, 75007 Paris.
Métro St-François-Xavier.
Pour les jours et les horaires, tél. : 705-12-15 ou 555-48-48.

points de vue

« Deprimata » sur petit écran... La semaine qui vient de s'écouler a été des plus mornes, des plus morositeuses. Et cela préfigure assez bien ce qui nous attend pour le reste de l'hiver. Sans doute aura-t-il fallu ce vide, dans nos soirées, pour prendre conscience de ce qu'est le travail de création à la télévision.

Création des artistes-interprètes, en grève aujourd'hui depuis plus de deux mois ; création des réalisateurs, dont l'effort de recherche et de qualité est aujourd'hui réduit à néant. Leurs luttes conjuguées sont nécessaires : pour eux d'abord, par les résultats « quantitatifs » qu'ils sont en passe d'obtenir et la réflexion collective ainsi suscitée sur le sens de leurs métiers. Pour nous aussi, par les moments d'intelligence et de beauté qu'on peut en espérer, trop habitués que nous sommes aux kilomètres de pellicule, aux ronrons des débats pipés...

Ce petit laïus pour enfin dire... qu'on n'a pas grand-chose à dire sur les programmes des derniers jours. Des « petits mickeys », bougeant et parlant, meublent les grilles ; du plus gros gibier bouche l'écran : Giscard, dans le grand air du « pluralisme », bientôt éclipsé par Chirac dans le rôle du grand méchant loup (cherchez les petits cochons...).

Par hasard, mercredi 19, sur Antenne 2, du jazz, quelques éclats de plaisir pur : la trompette de Chet Baker, minutes pleines volées à la nuit.

Parlons télé tout de même : on a suivi, sur TF 1, les deux premiers épisodes (il y en aura six) de *La famille Cigale*. Ce feuilleton a entrepris de nous conter, sur le mode léger, les heures et malheurs d'une tribu de saltimbanques. On connaît le petit talent de Gérard Sire, auteur du scénario, qui sévit chaque matin, de 7 à

Problème n° 9 solution

Un fâcheux oubli la semaine dernière : celui de la solution du problème n° 9 qui paraît donc dans ce numéro. Toutes nos excuses. ■

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
I	B	U	R	E	A	U	C	R	A	T	I	E				
II	A	S	E	S	R	A	P	E	L	X						
III	N	A	N	F	S	S	E	I	S	L	E					
IV	A	G	E	O	R	S	E	C	E	M						
V	R	E	O	C	S	T	U	C	P							
VI	D	R	U	I	N	O	L	I	L							
VII	E	R	E	A						N	O	T	E	R	A	
VIII	R	A	S	A	T	S	U	E	R	A	I					
IX	O	R	I	O	T	U	S	R								
X	N	D	R	O	L	E	R	E	V	E						
XI	T	H	E							N	E	U	R	S	A	S

9 heures, sur Radio-France — son franc-parler anodin ou franchement réactionnaire, son humour à couper au couteau...

triste sire !

Eh bien, malgré Sire, il se pourrait que cette pochade en dise un peu plus au « grand public » sur les conditions de vie et de travail des comédiens. Grâce, précisément aux acteurs qui semblent s'amuser à jouer leurs propres rôles, et en rajoutent (Dalio, fabuleux de roulardise, de sincérité picaresque !). On reconnaît au passage des silhouettes ou des voix que les spots publicitaires ou la « synchro » nous ont rendu familiers.

A propos de Gérard Sire, encore :

les mots croisés de TS

Problème n° 11

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														

Verticalement :

1. Du vent ! 2. Pas réguliers. 3. De moins en moins bien - lettres d'amour. 4. Pas toujours involontaires. 5. Terme de jeu - se terminent par des poils. 6. De quoi planter ses choux - n'est pas au sec. 7. Chauffait sur le Nil - on le prend pour un taureau et on tombe sur un bec. 8. Une aide, parfois... 9. Elles sont là ! 10. De quoi manger, mais dans le désordre - note. 11. Cache - associés à des coutumes. 12. Commence une inspection - où calmer ses nerfs. 13. Enlevé - gronda. 14. Rejetées - souvent très plate.

un certain M. Alberto Gonzalez, de Saint-Cloud, nous a adressé copie d'une lettre qu'il vient de lui envoyer. M. Gonzalez est patient : de crainte de ne pas avoir saisi, il a attendu un bon mois pour obtenir de Radio-France la transcription exacte des paroles proférées le 14 décembre sur les ondes par l'animateur. Ce dernier commentait l'émission *l'Huile sur le feu* (A 2), qui avait opposé Dijoud à un ouvrier portugais (nous en avons rendu compte).

Sire dit des choses comme celles-ci : « M. Dias est apparu plus syndicaliste que travailleur immigré, et même plus politique que syndicaliste... Sur un ton souvent haineux (il s'est laissé entraîner dans une diatribe contre la France et les Français... Paul Dijoud a eu un certain mérite à garder son sang-froid devant tant de provocations... »

M. Gonzalez réfute les contre-vérités racistes, affirmées en toute impunité à des millions d'auditeurs, et rétorque : « et M. Dijoud, qu'est-ce qu'il est ? que je sache, ce dernier est secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, solidaire d'un gouvernement et membre d'un parti politique qui ne défend pas particulièrement les intérêts des travailleurs. Vous n'allez pas me dire, M. Sire, que M. Dijoud a parlé comme simple citoyen ? »...

Comme quoi on était plus d'un, ce matin-là, à avaler notre café de travers et à rager de ne pouvoir répondre.

René LANARCHE ■

Horizontalement :

I. Une leçon des partielles de novembre. II. Réveillera - plutôt contre ! III. Barbote de plus en plus dans son puits - irritée. IV. Même ingrats, peuvent être tendres ! - pas comprises pour autant. V. Points communs et point commun (?) entre Chirac et JSS. VI. Ça va se payer ! - on ne peut en croire ses oreilles - un peu de néon. VII. En voit de la douleur ! - font couler des feuilles - sujet d'inquiétude pour Giscard. VIII. Pic-bossa. IX. N'hésiterait pas à dépouiller un légume - une tranche de saucisson.

Problème n° 10 solution

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	C	A	P	I	T	A	L	I	S	M	E
II	O	R	I	F	I	C	E	A	I	L	
III	L	A	S		S	A	N	E	R	U	
IV	L	T		S	N	A	C	K	D		
V	A	V	O	C	A	T		H	A	S	E
VI	B	E	N	I		H	U	O	N	S	
VII	O	R	N	E		E	R	S	E	T	
VIII	R	E	L		O	P		U			
IX	A	R	E		I	O	D	E	R	A	
X	T	E		I	N	S	E	R	F	E	S
XI	E	G	A	L		A	L	E	D	I	
XII	U	N	T	E	L		E	S	S	E	S
XIII	R	E	U	S	S	I	S		E	S	E

sélection TV

Vendredi 28 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : Ailleurs : Armes à vendre. Le panorama des ventes d'armes dans ses grands axes. Les armes sont maintenant le plus grand marché permanent du siècle, et au-delà des marchands d'armes et de leurs petits trafics, ce sont les Etats les plus puissants qui tiennent le marché.

Samedi 29 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : Les Revenants, drame familial en trois actes d'Henrik Ibsen, monté par le centre dramatique national des Alpes.

Dimanche 30 janvier à 22 h 30 sur FR 3 : Cinéma de minuit : Fury (1936) de Fritz Lang. Un des meilleurs films de la période américaine de Lang.

A 22 h sur TF 1 : Expressions : un nouveau magazine culturel, préparé par Maurice Bruzek, composé de plusieurs rubriques (théâtre, musique, danse, arts plastiques).

Lundi 31 janvier à 20 h 30 sur TF 1 : Les temps modernes de Charlie Chaplin à voir ou revoir.

A 20 h 30 sur FR 3 : La ligne de démarcation de Chabrol pour les allergiques à Chaplin.

De lundi 31 janvier au vendredi 4 février de 15 h à 18 h sur France-Culture : diffusion les après-midi de France-Culture en direct du Centre national d'Art et de Culture, c'est-à-dire Beaubourg. A partir de 16 h 45, R. Bordaz directeur du CNAC répondra aux questions du public et des auditeurs.

Mardi 1^{er} février à 20 h 30 sur TF 1 : Les Naufragés de la neige : le deuxième fait divers français. La tempête de neige qui bloqua routes et autoroutes à la fin du mois de décembre 1969. Des milliers d'automobilistes piégés ; de la solidarité à l'égoïsme, de la débrouillardise à l'absence d'initiative, l'émission retrace ce fait divers tel qu'il fut vécu dans un petit village de la Drôme

A 20 h 30 sur Antenne 2, un faux dossier de l'écran, une émission taillée sur mesure pour Valéry Giscard d'Estaing. Aucune surprise à attendre.

Mercredi 2 février à 20 h 30 sur FR 3, cinéma 16 : A 6. L'histoire de Pierre, jeune homme svelte, sérieux, sillonnant l'autoroute, avec son camion, entre deux grillages, qui soudain s'obstine à poursuivre une bergère qui matérialise sa soif de nature, de fantaisie, de liberté.

Jeudi 3 février à 20 h 30 sur Antenne 2 : Messieurs les Jurés : *L'Affaire Beauquesne*. La virée du samedi soir, qui se termine souvent mal. Seul exutoire pour des jeunes qui subissent un environnement désastreux, la ségrégation sociale, le désœuvrement, l'indigence, etc.

A 22 h sur Antenne 2, documentaire produit par l'INA : *Le printemps est toujours dans mon village* ou *En Chine à propos des paysans peintres amateurs de Hou-Hsien*.

Vendredi 4 février à 20 h 30 sur FR 3 : La Peur de vieillir. Dans une société de moins en moins adaptée aux besoins des personnes âgées, qui les rejettent, il est impératif, au moins dans les grandes villes de freiner le vieillissement, si l'on veut survivre !

A 22 h 47 sur Antenne 2 : Les Noces de Nadja. Un déferlement de sons, d'images, de couleurs et de mouvements qui créent un ballet étrange, oppressant, envoûtant. ■

peut-on sauver Beaubourg ?

Baubourg existe. Il est là, dressant ses structures de métal, de verre, ses couloirs roulants d'altuglass antichocs, trônant en plein cœur de Paris. Publicité énorme par affiches couleurs, s'étalant sur les murs de Paris et les quais de métro, annonçant l'ouverture, le 31 janvier. Ce jour-là, on inaugurerà en grande pompe, avec ce que le Tout-Paris compte de « culturels », avec beaucoup d'étrangers qui viendront voir ce big-bazar !

Une exposition Marcel Duchamp sera le clou de cette inauguration. Son coût : 500 millions d'anciens francs... qui représentent vingt-cinq ans du budget de l'ARC (Animation, Recherche, Confrontation) qui fut, dans le domaine de l'animation culturelle de Paris, un pionnier en la matière.

Baubourg est donc là, façade prestigieuse du régime, immense machine à consommer de l'art, avec son « tout-électronique », et ses hôtes très smart. Tout est minutieusement prévu pour faire accéder les « masses » à la connaissance de la peinture : visites guidées par des artistes, commissions pédagogiques, centre de documentation. Il est évident que des œuvres remises dans les caves de l'actuel Musée d'art moderne vont sortir de l'ombre, qu'elles seront présentées à Beaubourg d'une manière tout à fait remarquable.

Baubourg est là, donc, et il a coûté fort cher. Doit-on le combattre ? le détruire ? Non bien sûr, disent les jeunes artistes, tout en considérant que sa conception même au départ est une erreur. Ils recherchent alors non pas à gérer Beaubourg, mais à l'utiliser et le faire vivre, ce grand paquebot culture — ce qui se fait actuellement de mieux sur le plan de la technique (tout comme *Concorde* ou le *France*). Pour les artistes — et aussi le public — il s'agit de vivre une contradiction. D'où les démarches entreprises depuis 1975 par un groupe d'artistes de diverses tendances. Le 8 octobre 1976, cent trois artistes se sont adressés aux responsables du département des Arts plastiques (MM. Pontus Hulten, Pacquement, Viatte et Seyag) attirant l'attention sur le fait qu'« une centralisation excessive s'appuyant sur une politique artistique serait une conception erronée de la vitalité culturelle », reprochant à la direction de Beaubourg de n'avoir jamais informé ni consulté les artistes contemporains, demandant la création de rapports démocratiques entre les responsa-

bles officiels du Centre et les artistes, le public et toutes personnes intéressées.

Cette démarche a abouti à une réunion importante d'information le 3 janvier dernier à Créteil, où mille artistes se trouvaient face à M. Pontus Ulten. Enfin un rapport direct a pu s'établir. Quarante-et-une questions ont été posées dont les réponses seront publiées le 3 mars.

Ce document sera fort intéressant à étudier de près, car réponses et commentaires aideront ceux qui, dans le cadre d'un futur gouvernement d'union de la gauche, auront à gérer Beaubourg « démocratiquement », tout comme les problèmes culturels en général, débordant en cela le Programme commun.

Quelques questions importantes :

Les artistes doivent-ils être mis à l'écart par les autorités culturelles officielles ? Les jeunes artistes doivent-ils être toujours dépendants d'un marchand de tableau, d'un collectionneur ou d'un président de Salon, d'un critique ou d'un réalisateur d'émissions de radio ou de télévision ? Pourront-ils exposer sans contraintes ? en toute liberté d'expression et de moyens ? Le Centre Georges-Pompidou influencera-t-il la création ? Saura-t-il créer de nouveaux rapports entre organisateurs, artistes, public et autres catégories sociales ? Sera-t-il possible de remettre en question un programme ? Saura-t-il établir une véritable politique culturelle non élitiste, non fondée sur le copinage et les pressions gouvernementales ? L'information sera-t-elle publique ? Qui nomme les membres de la Commission d'achat ? Quels en sont le budget, le fonctionnement, les membres ? Tient-on compte de la sélection commerciale opérée par le marché privé qui valorise un nombre limité d'artistes ? Les artistes auront-ils accès sans discrimination à la cantine de Beaubourg ? Possibilité sera-t-elle donnée aux artistes plasticiens de séjourner à Beaubourg pour des travaux de recherche ? Y aura-t-il périodique-

ment des rapports directs avec les artistes ?

Les artistes seront attentifs aux réponses car ils ne veulent pas être pris au piège de la concertation et de la récupération. « Nous ne désirons pas gérer Beaubourg », disent-ils, seulement veiller à ce que cette grande machine, ce supermarché, puisse être utilisé au mieux des intérêts de tous, de la profession et du public ; que chacun puisse se servir intelligemment d'un tel instrument culturel.

Le PSU, dont la Commission cultu-

relle publiée aux Editions Syros un ouvrage sur les contradictions de Beaubourg (*), étudiera avec attention, en collaboration avec les artistes, cette question. Beaubourg vaut bien un manifeste politique et culturel... car tout espoir n'est pas encore perdu de sauver Beaubourg ! C'est un important problème de contrôle !

Françoise CLAIRE ■

(*) *Marie Leroy, Le Phénomène Beaubourg* ; éd. Syros, 127 p., 18 F.

les plâtres à Beaubourg

« Théâtre-Ouvert » a accepté d'essayer les plâtres de ce qui, dans Beaubourg (Centre Georges-Pompidou) est plutôt qu'une salle de théâtre, un espace polyvalent offert aux créateurs. Pour « Théâtre-Ouvert » qui, depuis l'inauguration de sa nouvelle formule à Caen en janvier 76 — il devenait permanent et itinérant (7S, n° 687) — est toujours sur les routes, l'offre de Beaubourg était une occasion de montrer son travail à Paris.

Mais cela ne va pas sans difficultés. Déjà, les consignes de sécurité qui interdisent d'introduire dans la salle tout ce qui n'est pas verre ou fer, ont contraint *Marianne attend le mariage* de Claudine Fiévet et Jean-Paul Wenzel à l'exil (1). On attend beaucoup de cette seconde pièce de Jean-Paul Wenzel dont le *Loin d'Hagondange*, créé l'an dernier à Caen, fera bientôt l'objet d'une mise en scène de Patrice Chéreau.

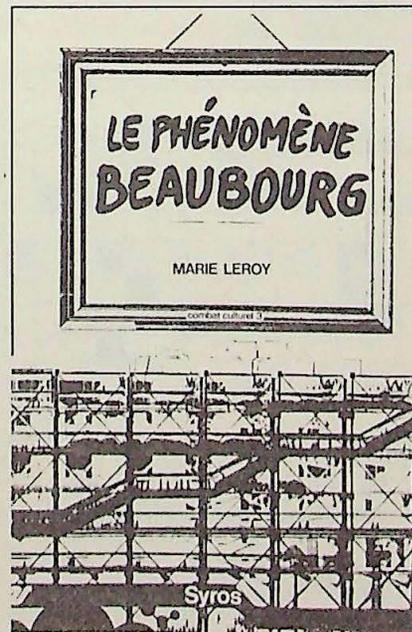
Autre difficulté : fidèle à ses principes de travail « Théâtre-Ouvert » ne propose, dans un lieu donné qu'un petit nombre de chacune de ses manifestations : du 2 au 5 février *les Mandibules*, de Calaferte, mise en espace d'Hortense Guillemard ; du 9 au 12 *La Bonne Vie*, de Michel Deutsch, un travail réalisé par le groupe XVI de l'Ecole d'art dramatique de Strasbourg. Il est donc conseillé à tous ceux que la création contemporaine intéresse de retenir rapidement leurs places (2).

D.N. ■

(1) Du 3 au 5 février, au Théâtre de la commune d'Aubervilliers.

(2) Prix des places : 15 F et 10 F pour les collectivités. Location par téléphone à 278-79-95. L'entrée du « gueuloir » (lecture de pièces inédites sans sélection, les 3, 4, 5, 10, 11, 12 février à 18 h 30) est gratuite.

vient de paraître aux éditions Syros
dans la collection « combat culture »



Centre Pompidou CNAC, plateau Beaubourg... Depuis 1969, on s'interrogeait sur cet « événement d'ampleur nationale » ainsi qualifié par le pouvoir.

Et voilà qu'a surgi de terre, sur un vaste plateau du IV^e arrondis-

sement de Paris, un mouvement tout de verre et d'acier qui, selon le vœu de Georges Pompidou, devrait marquer notre époque sur le plan architectural.

Cathédrale ou château fort de l'art d'Etat : pour quelle culture, pour quel public a-t-on voulu ce musée ?

Ce livre rassemble diverses contributions portant sur chacune des facettes du phénomène Beaubourg : des artistes, des représentants des personnels du Centre, des représentants des comités de quartiers, des militants politiques donnent leur point de vue sur Beaubourg. Analyses et stratégies sont souvent différentes, mais l'unanimité se fait sur une évidence : Beaubourg pierre de touche de la politique culturelle du pouvoir ; et sur une question : comment travailler à en faire un instrument qui soit réellement au service de tous les travailleurs, considérés non comme des assistés, mais qui prendront part aux décisions dans la marche du Centre ?

En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, CCP 1970 628 Paris.

« le PSU et le Centre Beaubourg »
meeting salle de l'Épicerie rue du Renard (Paris)
jeudi 3 février à 20 h 30

